



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



Clingendael
Institute



icct International Centre for
Counter-Terrorism - The Hague

Acteurs coutumiers dans un contexte singulier

Le cas de la région Est du Burkina Faso

USAID Résilience coutumière

Anna Schmauder





USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



Clingendael
Institute

icct International Centre for
Counter-Terrorism - The Hague

Acteurs coutumiers dans un contexte singulier

Le cas de la région Est du Burkina Faso

Anna Schmauder

USAID Résilience coutumière
Décembre 2021

Cette étude a été réalisée grâce au généreux soutien du peuple américain par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Son contenu relève de la responsabilité de l'Institut néerlandais des relations internationales Clingendael et du Centre international de lutte contre le terrorisme (ICCT) et ne reflète pas nécessairement les points de vue de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

Décembre 2021

© Netherlands Institute of International Relations 'Clingendael' and The International Centre for Counter-Terrorism (ICCT)

Photo de couverture : Centre pour les malnutris, Burkina Faso © CIDSE – Together for Global Justice

L'utilisation non autorisée de tout élément figurant sur le site Internet constitue une violation du droit d'auteur, du droit des marques de commerce et/ou d'autres lois. Si un utilisateur télécharge à des fins personnelles ou non commerciales des éléments du site Internet ou de toute autre source ayant un lien avec L'Institut Néerlandais des Relations Internationales 'Clingendael', ou l'Institut Clingendael ou le Centre International de Lutte contre le Terrorism (ICCT), cet utilisateur doit veiller à conserver tous les avis concernant le droit d'auteur, les marques de commerce, ainsi que les avis équivalents contenus dans les éléments d'origine ou toute reproduction de ces éléments.

Les éléments figurant sur le site Internet de l'Institut Clingendael ou de l'ICCT peuvent être reproduits ou montrés en public, distribués ou utilisés à des fins publiques et non commerciales, à la condition expresse que l'Institut Clingendael et l'ICCT soient cités comme en étant la source.

Une autorisation est requise pour toute utilisation du logo de l'Institut Clingendael et de l'ICCT. Celle-ci peut être obtenue sur demande auprès du bureau de communication de l'Institut Clingendael (press@clingendael.org) ou de l'ICCT (info@icct.nl).

L'Institut Clingendael et l'ICCT interdisent catégoriquement les activités de jonction avec leurs sites Internet décrites ci-après, car elles peuvent constituer des violations du droit d'auteur ou du droit des marques de commerce : les liens qui utiliseraient notre logo sans notre autorisation, l'encadrement de notre site Internet, les liens intégrés ou les méta-balises, de même que les hyperliens ou toute forme de lien qui camouflerait l'URL.

À propos de l'auteur

Anna Schmauder est *Research Fellow* au sein de l'Unité de Recherche sur les Conflits (CRU) de Clingendael. Elle travaille sur la gouvernance et les ordres politiques dans la région du Sahel.

ICCT Réseaux Sociaux

 @ICCT_TheHague

 ICCT – The Hague

 ICCT – The Hague

Clingendael Réseaux sociaux

 @clingendaelorg

 The Clingendael Institute

 The Clingendael Institute

Table des Matières

Remerciements	1
Description du projet	1
Liste des abréviations	2
1 Introduction	3
2 Est – Principaux défis et menaces	5
2.1 Défis généraux de gouvernance	5
2.2 Situation sécuritaire dans la région Est	10
2.3 Les situations de sécurité sur nos sites de recherche	17
3 Contributions des autorités traditionnelles et religieuses à la résilience des communautés	21
3.1 Chefferie	21
3.2 Les limites de la gouvernance traditionnelle	25
4 Contributions des autorités traditionnelles et religieuses à la résilience contre l'extrémisme violent	30
4.1 Les mécanismes de sécurité : une relation d'interdépendance	30
4.2 Résolution traditionnelle des conflits : Réconciliation par les rituels et les ancêtres	33
4.3 Prévenir le recrutement et améliorer la cohésion sociale	39
5 Implications pour la programmation	43

Remerciements

Cette étude a été rendue possible grâce au soutien généreux du peuple américain par le biais du Département d'État des États-Unis et de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu est la responsabilité de l'Institut néerlandais des relations internationales de Clingendael et du Centre international de lutte contre le terrorisme (ICCT) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis. Nous tenons à remercier Paul Absalon, Paul Oumarou Koalaga et Abdoul Aziz Azeibou pour leur révision de ce chapitre régional.

Description du projet

Ce rapport fait partie de l'étude financée par l'USAID intitulée *Acteurs coutumiers dans des circonstances non coutumières : La résilience des autorités traditionnelles et religieuses face à l'extrémisme violent au Mali, au Niger et au Burkina Faso*. Les données présentées dans ce chapitre sont basées sur les 1 437 enquêtes et 656 entretiens semi-structurés avec des informateurs clés (EIC) collectés à Gao et Ménaka (Mali), à Tillabéri (Niger) et dans le Centre-Nord, l'Est et le Sahel (Burkina Faso) entre octobre 2020 et avril 2021. Notre base de données en ligne avec les principaux résultats, y compris les liens vers le rapport de synthèse général et quatre autres rapports régionaux, peut être consultée ici : <https://www.clingendael.org/publication/customary-legitimacy>.

Liste des abréviations

EIC	Entretiens avec des informateurs clés
EIGS	État islamique dans le Grand Sahara
JNIM	Groupe de soutien à l’Islam et aux musulmans
MPP	Mouvement du peuple pour le progrès
OEV	Organisation extrémiste violente
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personne déplacée interne
VDP	Volontaires pour la défense de la patrie

1 Introduction

Au cours des quatre dernières années, la région Est du Burkina Faso a été le théâtre de l'expansion de l'extrémisme violent. Plutôt qu'un simple processus de contagion, c'est une stratégie d'implantation que les organisations extrémistes violentes (OEV) ont poursuivi afin de s'implanter dans les communautés de l'Est, exploitant les griefs largement répandus contre l'État central et les élites locales dans un contexte marqué par des décennies de négligence de l'État et par les relations socio-économiques hiérarchiques existantes.¹ S'agissant de l'interface entre les États sahéliens du Mali et du Niger et les États côtiers du Bénin et du Togo, la compréhension des moteurs et des limites de la résilience des communautés contre l'extrémisme violent dans la région Est constitue un enjeu urgent si l'on veut contrer et prévenir l'extrémisme violent.²

Ce rapport se concentre sur le rôle des acteurs de la gouvernance coutumière – chefs traditionnels et leaders religieux – afin d'évaluer leur contribution à la résilience des communautés face à l'extrémisme violent. Pour comprendre leur contribution, ce rapport analyse les données recueillies dans cinq municipalités sélectionnées, en s'appuyant sur un total de 246 enquêtes auprès des membres de la communauté et 137 informateurs clés.³ Ces municipalités sont Fada N'Gourma, la capitale de la région Est, ainsi que Bogandé, Diabo, Gayéri et Kantchari. Diabo a été choisie comme la municipalité la plus épargnée en matière de violence, tandis que Kantchari est située dans une zone qui a vu une augmentation de la présence des OEV. Toutes les municipalités abritent plusieurs ethnies, les Gourmantché étant généralement le groupe ethnique le plus important.⁴ Malgré une forte présence musulmane, les administrations publiques locales se caractérisent par une représentation disproportionnée de chrétiens dans l'ensemble des

1 Quidelleur, T. 2020. The Local Roots of Violence in Eastern Burkina Faso, Noria Research.

2 Pour une analyse du risque de propagation de l'extrémisme violent au Bénin, voir : de Bruijne, Kars 2020. Northern Benin and the risk of violent extremist spill-over, CRU Report, Clingendael.

3 Pour la méthodologie de cette étude, veuillez consulter De Bruijne, K. 2021. [Méthodologie «Acteurs coutumiers dans un contexte singulier»](#). La Haye : Institut Clingendael et ICCT.

4 L'ethnie prédominante à Bogandé sont les Gourmantché, mais elle abrite également d'importantes communautés Mossi et Peul. A Diabo, les Zaossés, les Gourmantché et les Mossi forment les ethnies majoritaires. Diabo accueille également des minorités Bila et peul. Fada N'Gourma est à dominante Gourmantché, et accueille des minorités Bissa, peul, Zaocé et Mossi. A Gayéri et Kantchari, les Gourmantché forment l'ethnie majoritaire, avec d'importantes communautés mossi et peul.

administrations de ces cinq municipalités, tandis que les autorités traditionnelles ont tendance à être animistes. Nos répondants ont aussi désigné les chefs religieux chrétiens généralement comme les autorités religieuses les plus influentes de leurs municipalités.

Les données mettent en évidence la précarité des communautés dans la région de l'Est, puisque nous trouvons les niveaux les plus bas à la fois de confiance dans les autorités coutumières et de résilience communautaire dans l'ensemble de la région Est.⁵ La région connaissant actuellement une augmentation de la violence extrémiste, cela signifie qu'il existe de nombreuses fractures sociales potentielles susceptibles d'être exploitées par les OEV en vue de consolider leur présence. Afin de comprendre pourquoi les autorités coutumières sont perçues comme opérant si inefficacement dans l'Est du Burkina Faso et d'analyser la pertinence de leur position dans un contexte de mobilisation des OEV, ce rapport se décline en quatre phases. Tout d'abord, il commence par une analyse des principaux défis et menaces, y compris une évaluation de la situation sécuritaire dans la région Est en général et dans les municipalités étudiées en particulier. Ensuite, la deuxième section explore le rôle des autorités coutumières dans la résilience des communautés et les limites de leur gouvernance dans la région Est. Ensuite, l'analyse se concentre sur la contribution spécifique des chefs coutumiers dans la lutte contre la menace croissante de l'extrémisme violent, avec un accent particulier sur leur rôle dans la fourniture de sécurité communautaire et dans la réconciliation. Le rapport se termine par une section finale portant sur les implications de ces éléments pour les responsables politiques et les partenaires de programmation.

5 Seule la région de Ménaka, dans le nord-est du Mali, présente des taux de résilience communautaire aussi faibles. Pour une analyse comparative de nos résultats sur les autorités coutumières et la résilience des communautés dans le Liptako-Gourma, veuillez consulter le rapport de synthèse : Molenaar, F. 2021. Customary Characters in Uncustomary Circumstances: Traditional and religious authorities' resilience to violent extremism in Mali, Niger and Burkina Faso. The Hague: Clingendael Institute and ICCT.

2 Est – Principaux défis et menaces

2.1 Défis généraux de gouvernance

L'Est est riche en terres et en ressources naturelles, tant pour l'agriculture que pour le pastoralisme. Abritant de vastes réserves naturelles transfrontalières, l'Est relie les terres de transhumance du nord du Bénin à l'ouest du Niger, offrant ainsi un corridor aux pasteurs pour accéder au marché d'exportation du bétail dans la capitale régionale, Fada N'Gourma.⁶ Pourtant, avec l'expansion de la présence des OEV, l'accès aux routes commerciales clés, y compris celles qui desservent les pays voisins, a été drastiquement restreint. En outre, l'éloignement et l'immensité de la région Est se traduisent également par des infrastructures et des services de base limités, tels que l'accès à l'éducation et aux établissements de santé. Les données de l'enquête révèlent un niveau élevé de mécontentement à l'égard des services existants. Seuls 16 % des répondants considèrent que les ressources nécessaires sont disponibles dans leur municipalité – une proportion encore plus faible que dans les régions voisines du Sahel et du Centre-Nord. La moitié de nos répondants considèrent que les dirigeants de leur communauté sont inefficaces – le pourcentage le plus élevé des six régions du Liptako-Gourma couvertes par la présente étude.

Le mécontentement généralisé à l'égard du mode de gouvernance s'est traduit par une vaste mobilisation de la société civile. En avril et août 2021, des milliers de personnes ont défilé dans la capitale régionale de Fada N'Gourma à l'appel du mouvement de la société civile U Gulmu fi (Gulmu s'est réveillé/s'est soulevé).⁷ Les manifestants ont dénoncé la négligence et l'inaction des autorités face à la crise sécuritaire et aux carences en matière de prestations des services de base dans l'Est – soulignant les besoins en infrastructures routières et sanitaires et la pression croissante exercée sur ces services par l'augmentation du nombre

6 Bisson, L. Cottyn, I. de Bruijne, K. and Molenaar, F. 2020. [Between Hope and Despair: Pastoralist adaptation in Burkina Faso](#). CRU Report, the Hague: Clingendael.

7 Le nom fait référence au royaume régional « Gulmu » du principal groupe ethnique Gourmantché.

de personnes déplacées internes (PDI).⁸ Face à l'investissement limité de l'État dans la région, les membres de la communauté dépendent d'eux-mêmes et d'une action collaborative, comme dans les projets partagés de travail communautaire commun pour la fourniture de services de base. Ceci est corroboré par les résultats de notre enquête, puisque 75 % de toutes les personnes interrogées dans la région Est ont indiqué avoir participé à de tels projets partagés – les plus courants consistant à s'occuper des personnes déplacées et à soutenir la réparation ou la construction de biens publics.⁹

Bien que les personnes interrogées sur nos sites de recherche considèrent toujours que leurs municipalités sont relativement protégées par rapport aux périphéries municipales et aux parties plus rurales de l'Est, la résilience des communautés dépend du soutien extérieur.¹⁰ L'impact économique de la crise se fait lourdement sentir dans un contexte de baisse des recettes fiscales communales.¹¹ Face à l'impact économique de la détérioration de la situation sécuritaire et à l'absence de réponse de l'État, les organisations non gouvernementales (ONG) locales sont intervenues pour répondre aux besoins croissants en matière d'approvisionnement en nourriture et en eau – la principale menace pour leurs moyens de subsistance identifiée par les personnes interrogées dans l'Est (voir la figure 1 ci-dessous).¹² Pourtant, la capacité et le pouvoir des acteurs du développement et de l'aide humanitaire restent limités, et les fonctionnaires sont largement incapables de répondre aux besoins humanitaires croissants. Dans ce contexte, la plus grande partie des personnes interrogées dans le cadre de cette étude sont livrées à elles-mêmes – elles comptent sur leurs réseaux personnels d'amis et de famille en cas de besoin (voir la figure 2 ci-dessous). Les trois remèdes les plus fréquemment cités pour faire face à l'impact des chocs externes – qu'ils soient

8 Radio France Internationale, « [Burkina Faso: l'exaspération des populations de l'Est face à l'insécurité](#) », August 2, 2021. Laoundiki, C. « [Burkina : Le Mouvement « U Gulmu fi » sonne la mobilisation des populations pour faire bouger les lignes dans la région de l'Est](#) », leFaso.net, April 25, 2021. Douce, S. « [Dans l'est du Burkina Faso, des villages piégés par les djihadistes](#) », le Monde, July 9, 2021.

9 Selon les données de notre enquête, 51 % des personnes interrogées indiquent avoir pris en charge des personnes déplacées, tandis que 53 % ont soutenu la réparation ou la construction de biens publics.

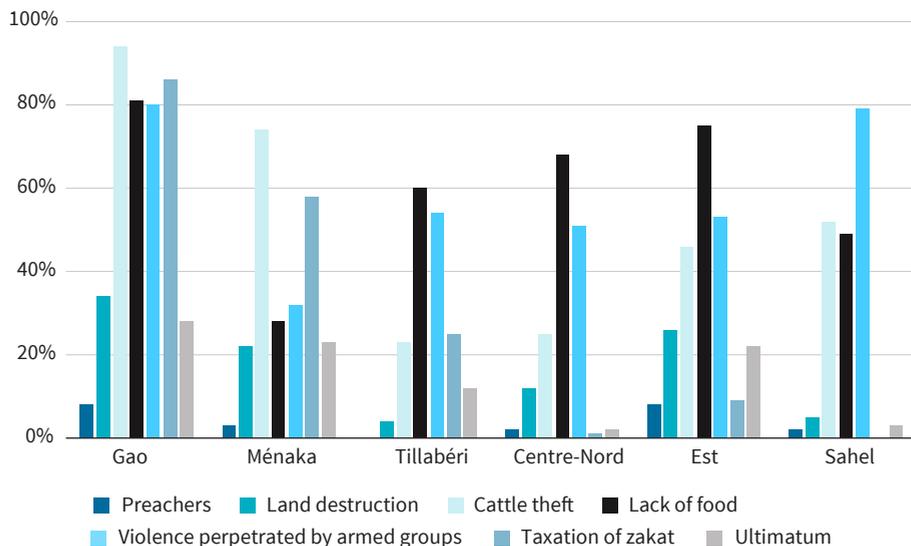
10 Entretien avec un chef religieux, répondant n°372, Gayéri, 17 décembre 2020.

11 Entretien avec une autorité locale de l'État, répondant n°306, Bogandé, 9 décembre 2020, Entretien avec un représentant local de l'État, répondant n°255, Fada, 12 décembre 2020.

12 Entretien avec le représentant de l'ONG n°368, Gayéri, 16 décembre 2020. Entretien avec le chef religieux n° 372, Gayéri, 17 décembre 2020.

environnementaux ou liés à la sécurité – consistent à se rabattre sur l'épargne, à contracter des prêts, ou à vendre ou abattre du bétail (voir la figure 3 ci-dessous).¹³

Figure 1 Menaces pour la sécurité (par région)



13 Selon les données de notre enquête, 65 % des personnes interrogées dans les cinq municipalités utilisent leurs propres économies, 50 % contractent un prêt et 38 % vendent ou abattent du bétail pour faire face à l'impact des facteurs de stress externes.

Figure 2 Comment les ménages font face aux chocs (par région)

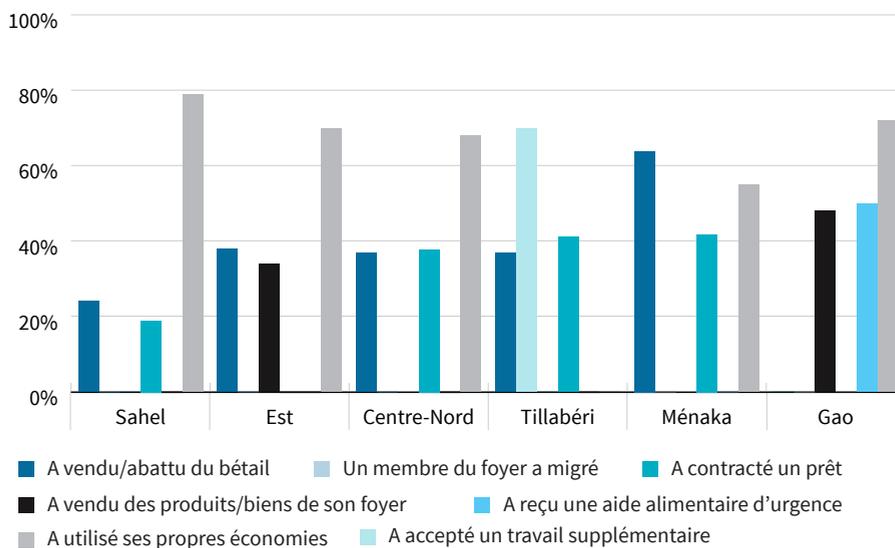
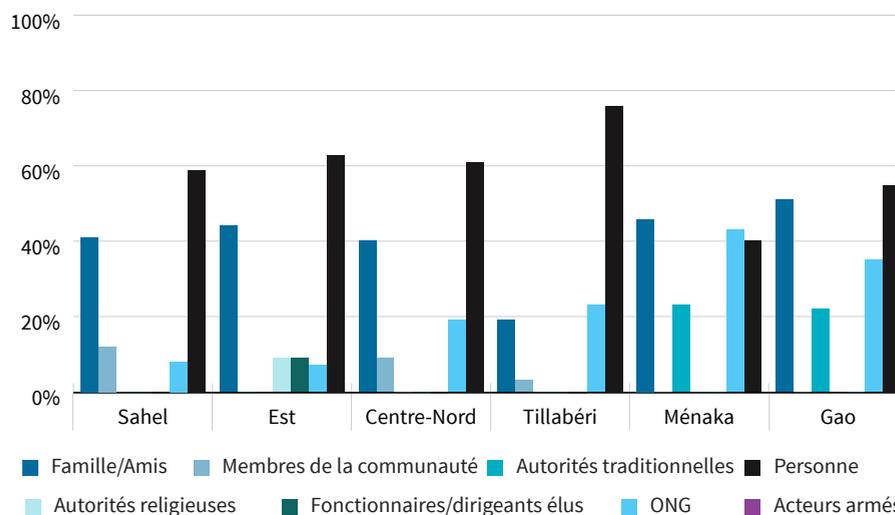


Figure 3 Personne/autorité clé ayant aidé les ménages à faire face aux chocs (par région)



En outre, les mécanismes de résilience existants centrés sur la terre s'effritent car la détérioration de la situation sécuritaire limite l'accès aux terres arables et aux ressources naturelles, tout en augmentant simultanément la pression sur les terres et les ressources dans les zones qui connaissent un afflux de personnes déplacées, comme l'a bien illustré un prêtre à Gayéri :

Nous avons beaucoup de difficultés parce que nous n'étions pas préparés à cela. Imaginez que vous n'aviez que deux ou trois personnes à nourrir, mais un matin vous vous retrouvez avec vingt personnes à nourrir, à soigner, à habiller.¹⁴

L'Est abrite actuellement plus de 136 000 déplacés internes, ce qui le place au troisième rang derrière le Sahel et le Centre-Nord, et fait de lui la région qui connaît la deuxième plus forte augmentation de déplacés internes au Burkina Faso.¹⁵ Depuis le début de l'année 2021, le nombre de déplacés internes dans l'Est a augmenté de 32%.

Alors que le logement des ménages déplacés constitue un mécanisme de résilience et que les administrations publiques sont largement perçues comme réactives, l'effet du déplacement a accentué la pression sur les fonds communautaires qui étaient déjà insuffisants au départ. Comme l'a souligné un représentant de la société civile à Bogandé :

Les veuves, les orphelins et les personnes déplacées augmentent de jour en jour [...] les gens fuient leurs hameaux pour venir ici sans aucun moyen. Au fond, il faut conclure que face à l'immensité des défis, les moyens de solution restent minimes.¹⁶

Comme de nombreuses communautés sont déplacées, les recettes fiscales aux niveaux local et régional font défaut et la double menace de l'insécurité alimentaire et de l'extrémisme violent a accentué la pression, mettant à rude épreuve les mécanismes de résilience existants. Les personnes interrogées ont souligné le caractère unique de leur situation :

14 Entretien avec un chef religieux, répondant n°372, Gayéri, 17 décembre 2020.

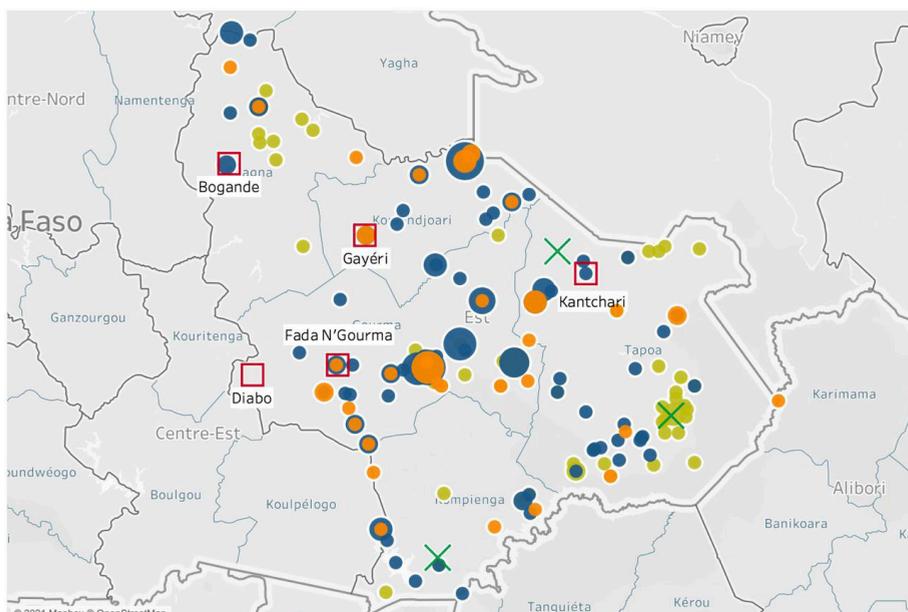
15 Global Shelter Cluster, 2021. « [Factsheet Burkina Faso](#). » Lankoande D. (@Dieuson1). Twitter, September 7, 2021.

16 Entretien avec un membre de l'acteur de la société civile, Répondant n°321, Bogandé, 10 décembre 2020.

*[Certains] d'entre nous ont presque tout perdu. Nous avons perdu des frères ; notre bétail a été volé et nos champs ont été pillés. Nous n'avons jamais connu une telle vie dans notre communauté auparavant.*¹⁷

2.2 Situation sécuritaire dans la région Est

Carte 1 Incidents et lieux de la recherche juin 2020 – juin 2021



Avec l'apparition des militants djihadistes dans le nord du Burkina Faso, et la création d'Ansarul Islam, un groupe local, en 2016, la sécurité du Burkina Faso n'a cessé de se détériorer.¹⁸ Bien qu'elle ait été épargnée par ces évolutions dans un

17 Entretien avec un chef religieux, répondant n°328, Kantchari, 16 décembre 2020.

18 Eizenga, D. 2019. [The Deteriorating Security Situation in Burkina Faso](#). Raoul Dandurand Chair in Strategic and Diplomatic Studies, Bulletin FrancoPaix, Vol.4 no. 3.

un premier temps, la région Est du Burkina Faso a connu un accroissement des incidents violents depuis 2018 – dans un contexte de faible taux de déploiement des forces de sécurité et de défense.¹⁹ Une fois que les militants du Groupe pour le soutien de l’Islam et des musulmans (JNIM) et de l’État islamique pour le Grand Sahara (EIGS) ont débordé du nord du Burkina Faso et de la frontière avec le Niger, les deux groupes se sont rapidement répandus dans tous les départements de l’Est, avec des bastions apparemment fluctuants. Vers la fin de 2018, les violences commises par l’EIGS et le JNIM se sont rapidement intensifiées²⁰, déclenchant des opérations antiterroristes et des frappes aériennes des forces de sécurité burkinabé à Komandjari, Kompienga et Tapoa. Face à l’expansion des opérations militaires en Est à partir de 2018, l’activité des OEV dans la région a continuellement augmenté et leur implication dans les incidents violents a plus que doublé jusqu’en 2020.

L’ISGS et le JNIM opèrent dans tous les départements de la région Est ; ils ont d’abord collaboré, mais depuis 2020, ils agissent aussi l’un contre l’autre.²¹ Alors que la stratégie du JNIM dans d’autres pays du Sahel, comme le Mali, est considérée comme distincte de la violence extrême de l’EIGS à l’encontre des civils, puisqu’elle dirige ses attaques en grande partie vers les forces de sécurité et les cibles symboliques telles que les représentants du gouvernement et les dirigeants locaux²², les différences stratégiques entre les deux groupes sont moins nettes dans l’Est. Les agents des eaux et forêts ont été comptés parmi les premières cibles en 2018, étant donné leur implication dans l’expropriation et la destruction des propriétés locales.²³ Les deux groupes mènent régulièrement des attaques contre les forces de sécurité et les dirigeants locaux comme les chefs de village, les imams ou les prêtres, mais ils visent également les civils. Les tactiques habituelles comprennent l’utilisation d’engins explosifs improvisés, les enlèvements,

19 Raleigh, C. Linke, A. Hegre, H. and Karlsen, J. .2010. « Introducing ACLED-Armed Conflict Location and Event Data », *Journal of Peace Research*, vol. 47, pp. 651-660., first reports of ISGS and JNIM presence in 2018. See also International Crisis Group, 2020. [Burkina Faso: Stopping the Spiral of Violence](#). Africa Report, no. 287, (2020).

20 ACLED data, see: Raleigh, C. et al 2010, *op. cit.* see figure 4 for overall trend.

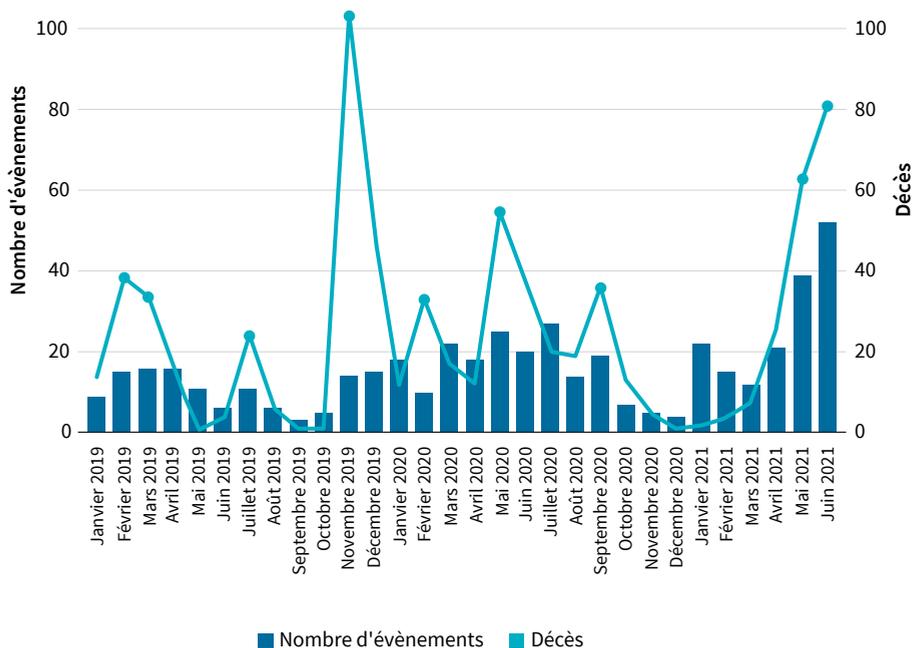
21 La plupart des incidents codés comme des violences commises par des groupes rebelles ne permettent pas d’identifier clairement si le JNIM ou l’ISGS étaient responsables d’une attaque/ impliqués dans un affrontement armé Données ACLED, *ibid.* International Crisis Group 2020, *op. cit.*

22 Center for Strategic and International Studies, 2018. [Jama’at Nasr al-Islam wal Muslimin \(JNIM\). Transnational Threats Project.](#)

23 FIAN Burkina Faso, 2018. [Rapport d’établissement des faits et d’analyse de la situation de Kounkoufouanou sous l’angle des droits humains.](#)

les incursions dans les villages, les exécutions et le vol de bétail. De même, les enseignants et les écoles ont été régulièrement pris pour cible, avec au moins 61 attaques contre des écoles dans différents départements de la région Est depuis 2018.²⁴ Les attaques menées par les militants du JNIM et de l'EIGS contre les postes de gardes forestiers et les unités de lutte contre le braconnage illustrent une forte présence dans diverses réserves animalières, dont le parc W-Arly-Pendjari, où les militants peuvent se cacher à l'abri des regards et exploiter les activités d'orpillage et de braconnage illégal.²⁵

Figure 4 Tendances générales 2019 – 2021



24 ACLED data, see: Raleigh, C. et al 2010, *op. cit.*

25 L'enlèvement d'un individu dont on pensait qu'il braconnait dans la région sans l'autorisation des militants illustre le contrôle exercé par ces groupes sur les activités de braconnage illégales. Les militants sont soupçonnés de taxer le braconnage dans les zones qu'ils contrôlent. Données ACLED, voir : Raleigh, C. et al 2010, *op. cit.* : Incident du 17 décembre à Tapoa-Djerma. Wilkins, H. et Paquette, D. « Burkina Faso's wildlife reserves have become a battle zone, overrun by militants and poachers », Washington Post, 13 septembre 2020. Dans la région de Pama/Kompiembiga, une cellule du JNIM est directement impliquée dans l'exploitation de diverses mines d'or artisanales.

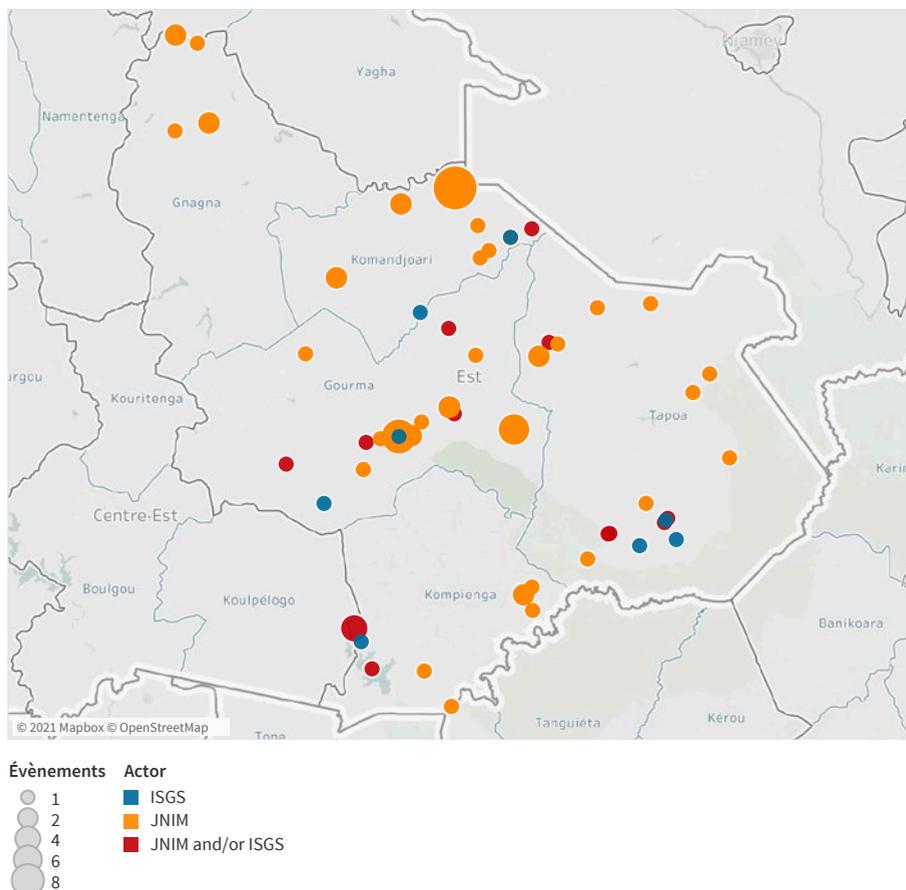
Les décès liés à ces incidents ont été multipliés par quatre entre 2018 et 2019, mais ils ont légèrement diminué en 2020 (voir la figure 4 ci-dessus).²⁶ Les données de notre enquête le reflètent, puisque 52 % des personnes interrogées ont indiqué que la situation sécuritaire s'était améliorée au cours de l'année écoulée.²⁷ Lors des entretiens, les personnes interrogées ont indiqué que la création des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) est pour eux l'évolution la plus bénéfique de ces dernières années. À la fin de l'année 2020, les VDP ont été largement considérés comme responsables d'un bref apaisement de la situation sécuritaire.²⁸ Pourtant, les VDP se sont avérés depuis lors incapables d'endiguer la menace des OEV et restent concentrés sur les centres municipaux, laissant ainsi les localités environnantes sans aucune protection.

26 En 2018, 60 incidents ont impliqué des VEO, tandis que ce nombre est passé à 92 en 2019 et à 135 en 2020. En 2018, 57 victimes ont été causées par ces événements, tandis qu'en 2019, 224 victimes et en 2020, 144 victimes ont été causées lors d'événements impliquant des OEV. Il convient de noter que ces chiffres ne concernent pas exclusivement les événements perpétrés par des OEV mais observent plutôt l'implication générale des OEV dans la violence politique (sur la base des données DLECA, voir : Raleigh, C. et al 2010, op.

27 Entretien avec un membre de la communauté, répondant n°327, Kantchari, 16 décembre 2020.

28 Entretien avec un membre d'une association de jeunes, répondant n°343, Kantchari, 16 décembre 2020.

Carte 2 Activité des OEV en 2021



La première moitié de l'année 2021 a été marquée par une nouvelle flambée de violence, le nombre de morts dépassant déjà le nombre total d'incidents violents survenus en 2020.²⁹ Depuis la mi-2020, le JNIM a établi une forte emprise sur les zones frontalières avec le Bénin, marginalisant l'ISGS, qui a été repoussé plus près de la frontière avec l'ouest du Niger.³⁰ Le JNIM opère à partir de trois bases

29 ACLED data, see: Raleigh, C. et al 2010, *op. cit.* See figure 4 for overall trend.

30 Il convient toutefois de noter que les combattants de l'ISGS travaillent en partie avec le JNIM, ce qui met en évidence le flux complexe entre la concurrence et la coopération des OVE dans la région.

principales – à Pama/Kompiembiga, à Singou/Arli, et à Tapoa-Djerma, avec de fréquents mouvements de combattants entre les bases.

Le modus operandi des trois cellules orientales du JNIM témoigne d'une autonomie relative par rapport à l'organisation principale, ce qui se traduit par un niveau de brutalité plus proche de celui dont fait généralement preuve l'EIGS.³¹ Le JNIM a revendiqué la majorité des attaques en 2021, qui impliquent principalement des violences à l'encontre de civils ainsi que des forces des VDP.³² En mai 2021, les militants du JNIM ont tué près de 30 civils dans le village de Kodyel et dans la province de Komandjari, en réponse à la mobilisation des VDP et aux exactions commises précédemment à l'encontre des membres de la communauté peul.³³ Cela met en évidence l'inextricable imbrication de la violence intercommunautaire, djihadiste et étatique dans la région, qui a encore été alimentée par la décision du gouvernement d'armer les civils dans la lutte contre les OEV par la création des VDP.

Afin de contrer ces niveaux de violence exacerbés, les forces de sécurité burkinabé ont intensifié leurs efforts de lutte contre le terrorisme sous la forme d'opérations aériennes, de patrouilles, de mise en place de points de contrôle et de nombreuses arrestations depuis 2019.³⁴ Pourtant, les opérations antiterroristes ont accéléré la dynamique de l'insécurité, car les atrocités contre les civils et en particulier les membres de la communauté peul sont bien documentées.³⁵ À Tanwalbougou, à seulement 40 km de la capitale régionale de Fada N'Gourma, douze membres de la communauté qui ont été détenus dans le cadre d'une opération antiterroriste, semblent avoir fait l'objet d'exécutions extrajudiciaires par les forces de sécurité.³⁶ La création des VDP a intensifié cette tendance, en puisant directement dans la

31 Author Phone Interview with Analyst Héli Nsaiba, August 3, 2021.

32 ACLED data, see: Raleigh, C. et al 2010, *op. cit.* Almost 2/3 of all violent events against civilians in 2021 have been attributed to JNIM.

33 Nsaibia, H. and Duhamel, J. 2021. [Sahel 2021: Communal wars, broken ceasefires, and shifting frontlines](#). Armed Conflict Location & Event Data Project. As a response to the attack, VDP of the village and surrounding areas laid down their arms.

34 ACLED data, see: Raleigh, C. et al 2010, *op. cit.*

35 Dans la région nord du Sahel au Burkina Faso, en 2020, plus de civils ont été tués par les forces de sécurité et de défense que par les OVE. Voir le chapitre sur le Sahel: Willeme, A. 2021. Customary Characters in Uncustomary Circumstances: The case of Burkina Faso's Sahel region. The Hague: Clingendael Institute and ICCT.

36 Human Rights Watch, « [Burkina Faso : Enquêter de manière crédible sur des exécutions présumées](#) », May 20, 2020. LeFaso.net, « [Fada N'Gourma : Douze présumés terroristes retrouvés morts dans leurs cellules](#) », May 13, 2020.

dynamique des conflits intercommunautaires et ethniques locaux (voir encadré 1 ci-dessous). Les combattants des VDP étant pour la plupart recrutés au sein des groupes d'autodéfense ethniques existants, les incidents de violence antérieurs entre les groupes d'autodéfense Koglweogo et les membres de la communauté peul, sont poursuivis par les VDP, mais avec une légitimation plus explicite par le gouvernement burkinabé.³⁷

Encadré 1 Profil ethnique des Koglweogo et des VDP dans la région de l'Est

L'introduction des VDP a modifié la composition ethnique des groupes d'autodéfense dans l'Est. Depuis leur apparition en 2016, les Koglweogo de l'Est ont été considérés comme relativement inclusifs, recrutant à la fois des forces Gourmantché et Mossi, ainsi que des membres peuls. Début 2019, l'action décisive des Koglweogo contre le banditisme dans l'Est semblait avoir entraîné une vision plutôt favorable du groupe par les Peuls de la région.³⁸ Après cela, cependant, la dynamique a rapidement changé. Étant donné que de nombreux Koglweogo ont intégré les VDP avec la promesse d'un soutien de l'État central, et que la campagne antiterroriste en cours a été marquée par un fort parti pris anti-peul, les Peuls ont été largement exclus des VDP recrutés localement.³⁹ Dans ce contexte, les Peuls sont le seul des principaux groupes ethniques de l'est du Burkina Faso qui n'est pas représenté au sein des forces VDP en première ligne de la lutte contre l'extrémisme violent – ce qui en fait une cible apparente pour les efforts de lutte contre le terrorisme et par conséquent pour le recrutement des VDP. À la mi-2021, les membres peuls sont devenus rares au sein des forces Koglweogo et des VDP et les communautés peules sont prises pour cible, notamment par le biais d'exécutions sommaires.

En outre, les conflits intercommunautaires centrés sur la propriété foncière ont augmenté rapidement, opposant les membres de la communauté considérés

37 ACLED data, see: Raleigh, C. et al 2010, *op. cit.* Les violences entre Koglweogo et Peuls se sont principalement déroulées dans la province du Gourma en 2019 et 2020.

38 Rangé, C. Ba-Konaré, D. Brosse, C. Compaore, I. Kaboré, A. Kibra, L. Maïga, B. Miphal, O. Ouattara, C. Ouoba, B. and Ouoba, Y. 2020. [Analyse contextuelle des dynamiques socio-politiques et des demandes de développement dans la région Est du Burkina](#). Rapport, Nogent sur Marne: Le Gret :13.

39 Willeme, A. and Schmauder, A. 2021. The Volunteers for the Defense of the Homeland. Conflict and Fragility, Op-ed, the Hague: Clingendael Institute.

comme « étrangers » aux familles « autochtones » propriétaires de terres. Si ces lignes de conflit échappent aux distinctions ethniques simplistes, les griefs à l'encontre des familles « autochtones » propriétaires de terres, exploités par les OEV dans la région, ont largement abouti à un ciblage délibéré des Gourmantché, le groupe ethnique considéré comme les habitants historiques de l'est du Burkina Faso. Né d'une compétition pour l'accès aux ressources, le conflit implique aujourd'hui une multiplicité d'acteurs, tels que les forces de l'État et de sécurité, souvent considérées comme favorables aux membres de la communauté propriétaire des terres « autochtones », les milices d'autodéfense communales qui ont intégré en partie l'appareil sécuritaire de l'État depuis la création des VDP, ainsi que les groupes djihadistes militants ayant pris fait et cause pour les communautés marginalisées qui exploitent les terres. Même si les OEV ne ciblent pas exclusivement les communautés pastorales pour le recrutement, leur rhétorique s'inspire souvent des griefs existants vécus par de nombreux pasteurs, qui ont tendance à être dépendants des droits d'utilisation des terres.⁴⁰

2.3 Les situations de sécurité sur nos sites de recherche

Depuis avril 2021, au lendemain de la collecte des données, l'Est a connu un accroissement rapide des incidents sécuritaires, avec notamment des attaques contre des civils burkinabés et étrangers. Dans la ville de Madjoari, située dans le parc national d'Arly au sud-est du pays, à la frontière du parc national de la Pendjari au Bénin, les djihadistes ont imposé un embargo depuis juin 2021, fermant toutes les routes qui mènent à la communauté. L'exode qui en a résulté a entraîné le déplacement de 13 000 des 14 000 habitants de la communauté – ceux qui sont restés ont été confrontés à une inflation massive des prix des produits de consommation courante tels que l'essence et le sel.⁴¹ Cet exemple met en évidence la tactique de contrôle mise en oeuvre par les acteurs extrémistes violents, qui cherchent à s'imposer non seulement par des attaques violentes, mais aussi par le bouclage et l'isolement des communautés concernées – une tactique similaire à celle employée dans le centre du Mali.

En revanche, les cinq municipalités couvertes par cette étude sont encore caractérisées par une stabilité relative, illustrée par la présence des forces de sécurité et de défense de l'État. Alors que les positions militaires sont en sous-effectif et sont

40 Bisson, L. et al 2021, *op. cit.*

41 Boudani, Y. « [Burkina Faso: Madjoari, une ville placée sous embargo par des groupes armés](#) », Radio France Internationale, July 4, 2021.

confrontées à des capacités logistiques limitées, les personnes interrogées dans les centres urbains étudiés ont souligné que la situation était « plus effrayante que nuisible ». ⁴² Pourtant, l'appréciation du niveau de sécurité se concentre largement sur les centres urbains, où celle-ci est assurée, laissant les villages à leur périphérie et les zones plus rurales largement sans surveillance. ⁴³ Ainsi, si les municipalités incluses dans notre collecte de données ont jusqu'à présent largement échappé aux attaques de grande envergure, la multiplication des attaques consécutives dans les villages environnants a mis les habitants dans un état d'alerte permanent. ⁴⁴

À titre d'exemple, la province du Foutouri, qui borde le Niger entre Kantchari et Gayéri, a été le théâtre d'un cycle de violence au cours duquel des combattants présumés du JNIM ont tué plus de 30 personnes, dont des combattants des VDP, apparemment en réponse à la mobilisation des VDP et aux exactions commises contre les Peuls. ⁴⁵ Alors que la sécurité de Kantchari a été renforcée par les forces de sécurité et de défense et les VDP, les villages environnants se sont vidés de leurs habitants, engendrant une crise de déplacement ⁴⁶ qui s'est rapidement aggravée. À Bogandé, le meurtre du chef Koglweogo de la localité en octobre 2020 a répandu la peur. ⁴⁷ Enfin, lors d'une série d'attaques perpétrées dans le village de Tanwalbogou, à 40 km à l'est de Fada N'Gourma, des OEV présumés ont tué plusieurs membres de la gendarmerie et des VDP. Dans ce contexte, même au sein des communes considérées comme relativement stables par la plupart des habitants, les assassinats et les attaques ciblées ont mis en évidence la vulnérabilité de la région. La montée de l'insécurité compromet davantage la connectivité des communautés, alors que les principaux axes routiers sont devenus le théâtre de fréquents enlèvements. ⁴⁸

42 Entretien avec un représentant local de l'État, répondant n° 281, Diabo, 17 décembre 2020. Les plus grands contingents de forces de sécurité et de défense se trouvent dans la capitale régionale Fada N'Gourma et à la mine de Boungou.

43 Entretien avec un membre de la société civile, répondant n°369, Gayéri, 17 décembre 2020.

44 Entretien avec un représentant des jeunes, répondant n°271, Fada, 12 décembre 2020.

45 Mednick, S. « [Gunmen kill dozens in attack in eastern Burkina Faso](#) », Associated Press news, May 3, 2021 Nsaibia, H. and Duhamel, J. 2021, *op. cit.*

46 Entretien avec le chef religieux n° 342, Kantchari, 17 décembre 2020. Entretien avec le chef religieux n° 372, Gayéri, le 17 décembre 2020.

47 Entretien avec un chef religieux, répondant n°325, Bogandé, 9 décembre 2020.

48 A la mi-juillet, trois personnes dont un responsable de l'administration ont été enlevées sur la route entre Kantchari et Fada N'Gourma, à proximité de Tanwalbogou. LeFaso.net, « Gourma : Trois personnes portées disparues dont un haut responsable », 16 juillet 2021.

Compte tenu de l'état d'urgence en vigueur dans la région depuis le début de 2019, les cinq municipalités ont adopté un ensemble de mesures de sécurité comprenant des couvre-feux nocturnes, des patrouilles et des contrôles aux entrées des villes, ainsi que des restrictions de circulation pour les véhicules à deux ou trois roues tels que les motos et les tricycles.⁴⁹ Pourtant, dans la pratique, les acteurs de la sécurité dans la région Est sont sous-équipés et sous-financés, ce qui limite leur capacité et leur volonté de mener des patrouilles en dehors des bases militaires. L'offre de sécurité est également soutenue par des comités de surveillance communautaires souvent mis en place par les administrations locales. Ces comités fonctionnent comme des mécanismes de collecte de renseignements localisés qui surveillent les mouvements suspects et encouragent le partage d'informations entre les acteurs communautaires concernés – bien que l'inclusion des habitants peuls soit limitée, ce qui renforce la tendance anti-peul des interventions antiterroristes.⁵⁰

Dans certains cas, ces mesures de sécurité localisées ont été complétées par des pactes de non-agression au niveau local. Dans la municipalité de Kantchari en particulier, les personnes interrogées ont noté la volonté de certains membres de la communauté de négocier avec les OEV, et des pactes de non-agression ont été signalés dans le village de Nagré dans la province du Gourma.⁵¹

Dans ce contexte, la réponse sécuritaire de l'État est insuffisante tout comme elle aggrave la stigmatisation et la prise pour cible des civils. Comme ailleurs au Sahel, les opérations antiterroristes ont entraîné une recrudescence des exécutions sommaires et des abus.⁵² Les forces de sécurité et les VDP envoyés par l'administration centrale ne peuvent donc contribuer à la résilience des communautés que dans une mesure extrêmement limitée. De plus, les exécutions extrajudiciaires et les abus ont non seulement visé en très grande majorité les civils peuls, mais ils ont aussi, dans le même temps, réduit davantage la cohésion sociale au sein de communautés ethniquement plurielles. Invité à expliquer le principal conflit dans sa communauté, un habitant de Fada N'Gourma a expliqué :

49 Sahel Security Alerts (@Sahel_Security), June 7, 2021, Twitter.

50 Entretien avec un membre des Koglweogo, répondant n°314, Bogandé, 9 décembre 2020.

51 Entretien avec un chef traditionnel, n°350c Kantchari, 4 mars 2021.

52 Nsaibia, H. 2020. State atrocities in the Sahel: The impetus for counterinsurgency results is fueling government attacks on civilians, ACLED. Human Rights Watch, « [Sahel, Mettre fin aux abus commis lors des opérations de lutte contre le terrorisme](#) », February 13, 2021.

Je pense que les principaux problèmes [...] sont la stigmatisation qui consiste à désigner une partie de la population comme étant la cause de la crise que nous vivons.⁵³

L'exemple le plus récent soulignant les conséquences mortelles de cette stigmatisation s'est produit à seulement 50 km de Fada N'Gourma. Plusieurs marchands peuls de Tanwalbogou ont été arrêtés puis retrouvés morts.⁵⁴

Dans ce contexte caractérisé par une détérioration de la situation sécuritaire, une faible cohésion sociale et une augmentation des urgences humanitaires, quel rôle, le cas échéant, les acteurs communautaires traditionnels peuvent-ils jouer dans la résilience des communautés de l'Est ?

53 Entretien avec un membre de la communauté, répondant n°264, Fada N'Gourma, 12 décembre 2020.

54 Human Rights Watch, "[Burkina Faso: Credibly Investigate Apparent Executions](#)", May 20, 2020.

3 Contributions des autorités traditionnelles et religieuses à la résilience des communautés

La chute du régime Compaoré en 2014 a ouvert un champ d'affrontement politique d'un niveau jusqu'alors inconnu, y compris dans l'Est. Après plus de 30 ans de pouvoir exécutif monopolisé, le premier gouvernement démocratiquement légitimé a déclenché une nouvelle pléthore d'alliances entre les élites locales, les acteurs régionaux et le gouvernement de l'Etat central. Comme dans le nord du pays, cette réorganisation s'est opérée dans un contexte qui s'appuie de plus en plus sur des acteurs non étatiques. Les efforts des partis politiques pour mobiliser les populations ont jusqu'à récemment reposé en grande partie sur deux acteurs principaux : la structure Koglweogo qui a émergé comme une réponse communautaire à la détérioration de la sécurité, et la chefferie du royaume de Gulmu.⁵⁵ Pourtant, dans le contexte de la montée des violences extrémistes depuis fin 2018, l'ordre fragile qui avait émergé au lendemain de 2014 a été bouleversé par l'érosion de la hiérarchie traditionnelle et l'intégration simultanée des forces de sécurité communautaires dans les structures étatiques par la création des VDP.

3.1 Chefferie

Pendant les presque 30 ans de règne de l'ancien président Compaoré, les chefs ont constitué des piliers essentiels de son régime. En tant que représentants de la communauté, leur pouvoir de mobilisation les distinguait des « grands électeurs », récompensés par le gouvernement central par des avantages matériels

55 Absalon, P. 2021. (unpublished) « Facteurs d'instabilité, Profils conflictuels et Portraits sociétaux de la confiance entre civils et militaires »: 32.

et financiers.⁵⁶ La chute de Compaoré a initié une nouvelle phase de politisation, caractérisée par les tentatives des partis politiques visant à courtiser les chefs afin de gagner en influence communautaire.⁵⁷ Depuis 2015, de nombreux chefs ont fini par être soutenus par le parti politique au pouvoir, le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP).⁵⁸

Contrairement au Niger voisin, où la chefferie a été formellement intégrée au système de gouvernance, et au Mali, où les chefs sont reconnus comme des acteurs de l'administration locale, la chefferie au Burkina Faso n'est pas formellement réglementée. Néanmoins, les chefs sont des acteurs de l'administration territoriale et jouent de plus en plus de rôles dans les infrastructures de développement local telles que le Comité de développement villageois.⁵⁹ Même dans un contexte d'érosion de la hiérarchie traditionnelle régionale, les chefs de communauté commandent généralement leur propre ordre traditionnel avec des représentants dans les villages environnants qui servent de liaison avec le chef municipal.⁶⁰ Principalement exercée par les familles royales Gourmantché (voir l'encadré 2 ci-dessous), cette monopolisation des postes de pouvoir locaux a créé des frustrations entre l'élite royale et les autres groupes ethniques tels que « les Mossi, les Peuls et les Gourmantché les moins importants. »⁶¹

56 Somé, M. 2003. « Les chefferies moosé dans la vie politique du Burkina Faso depuis 1945 », in Perrot, C. and Fauvelle, F. « *Le retour des rois : Les autorités traditionnelles et l'Etat en Afrique contemporaine* », Paris: Karthala, pp. 219-243. Hagberg, S. Kibora, L. Barry, S. Gnessi, S. and Konkobo, A. 2018. “[‘Nothing will be as before!’ Anthropological perspectives on political practice and democratic culture in ‘a new Burkina Faso’](#)”, Uppsala Papers in Africa Studies, no.3 :43. Hagberg, S. 2007. “Traditional chieftaincy, party politics, and political violence in Burkina Faso”, in Buur, L. and Kyed, H. “State Recognition and Democratization in Sub-Saharan Africa”, New York: Palgrave Macmillan, pp 131-153.

57 Hagberg, S. et al. 2018., *op. cit.* In some cases, the politicization of chiefs went to such extremes as they incited violence against political adversaries. See: Hagberg, S. 2007, *op. cit.* The crucial political role of regional aristocracy was further underlined during the transition phase in 2015 when the interim prime minister sought refuge with the monarch of the majority Mossi ethnic group – Mogho Naaba. BBC news, “[Mogho Naba: Burkina Faso’s mediator monarch](#)”, September 23, 2015.

58 Hagberg, S. et al 2018, *op. cit.* In the province of Est’s regional capital Fada N’Gourma, Gourma Province, the government party MPP did receive the [largest share of votes in the November 2020 legislative elections](#).

59 Idrissa, R. 2019. [Tinder to the Fire: Burkina Faso in the Conflict Zone](#). Rosa Luxembourg Studies, Research Papers on Peace and Conflict Studies in West and Central Africa.

60 Entretien avec un membre de la communauté, répondant n°375b, Gayéri, 8 mars 2021.

61 Rangé, C. et al 2020, *op. cit.*: 13.

Encadré 2 Le royaume de Gulmu

Le royaume de Gulmu est le siège des leaders traditionnels dans la région de l'Est. Le roi de Gulmu est à la tête de la lignée royale/traditionnelle. Bien que son autorité sur les chefs traditionnels de la région se soit progressivement érodée, le roi commande un entourage qui comprend différents « ministres », qui sont des chefs traditionnels responsables de questions telles que la communication, la « guerre » (responsable de la sécurité de la cour royale et du chef) et les relations avec les membres de la communauté.⁶² Les chefs traditionnels de l'Est sont des membres de l'ethnie majoritaire Gourmantché, tandis que les groupes minoritaires considérés comme « étrangers », tels que les Peuls, sont représentés par leurs propres chefs coutumiers vis-à-vis des chefs traditionnels.⁶³

La chefferie traditionnelle a longtemps été considérée comme un acteur crucial de l'économie politique de l'Est. En tant que représentants de la communauté, les chefs sont largement considérés comme les premiers interlocuteurs de l'administration et des acteurs de la mise en œuvre des projets.⁶⁴ Les ONG et les acteurs humanitaires dépendent effectivement des chefs en tant que garants du lien social. Un membre d'une ONG déclare :

Leur pouvoir de convocation est leur principal atout. On les écoute beaucoup et ils ont ainsi une bonne réputation et une bonne légitimité. Par conséquent, s'il y a des instructions à donner ou des messages à faire passer à la population, ces autorités sont des partenaires importants. [...] c'est grâce à elles que nous atteignons nos objectifs⁶⁵.

Lorsque le soutien d'un chef est assuré, même l'opposition d'une partie de la population concernée peut être aplaniée. Comme l'explique un représentant d'une ONG à Fada N'Gourma :

Lorsque nous voulons réaliser une activité dans un village, nous devons souvent nous adresser aux autorités traditionnelles et religieuses, car pour

62 Entretien avec le chef traditionnel, répondant #270, Fada, 12 décembre 2020.

63 Entretien avec un membre de la communauté, répondant n°275, Fada, 9 mars 2021.

64 Entretien avec un membre de la société civile, répondant n°276, Diabo, 17 décembre 2020. Entretien avec un représentant de l'État, répondant n° 337, Kantchari, 16 décembre 2020. Entretien avec un membre d'une association de jeunes, répondant n°285, Diabo, 17 décembre 2020.

65 Entretien avec un membre d'une ONG, répondant n°273, Fada, 12 décembre 2020.

entrer en contact avec la population, nous devons d'abord obtenir leur soutien au projet, et je crois que c'est leur rôle et le nôtre de soutenir la population. Une fois, nous avons voulu mettre en place un projet dans un village et une partie de la population locale n'était pas d'accord, et je peux dire que l'intervention du chef traditionnel local dans cette affaire a permis d'arranger les choses.⁶⁶

Les fonctionnaires locaux considèrent également ce pouvoir de mobilisation comme un atout.⁶⁷ Un haut fonctionnaire de Fada N'Gourma a expliqué comment les chefs contribuent à la gouvernance parce que les gens les écoutent : « dès qu'on arrive à les convaincre d'une initiative, dès qu'ils parlent, tout le monde est à bord ». ⁶⁸ Par l'intermédiaire des représentants des chefs dans les villages situés à la périphérie des municipalités, les chefs assurent également la liaison avec les localités environnantes, ce qui étend encore leur influence.⁶⁹

Face à la crise des déplacements dans la région de l'Est, le logement des nouveaux arrivants a également fait l'objet d'une coordination par le roi de Gulmu. Comme l'explique un chef :

« Le roi a un grand nombre de personnes sous sa responsabilité, elles sont déplacées à l'intérieur du pays en raison d'attaques dans les villages environnants, nous les aidons de plusieurs façons, financièrement et matériellement. Tout étranger qui veut s'installer ici doit en informer le roi avant de s'installer avec sa famille. Cependant, si cette personne n'a pas de terre pour s'y installer, le roi est chargé de la lui donner. »⁷⁰

Pourtant, comme le montre la section sur la résolution des conflits plus loin dans ce rapport, la prérogative de l'allocation des terres s'accompagne d'une augmentation des conflits communautaires à propos de l'accès à ces terres et de leur utilisation, ce qui démontre les limites de ce mécanisme.

66 Entretien avec un membre d'une ONG, répondant n°262, Fada, 14 décembre 2020.

67 Entretien avec une autorité publique, répondant n°353, Gayéri, 16 décembre 2020. Entretien avec un fonctionnaire, répondant n° 337, Kantchari, 16 décembre 2020.

68 Entretien avec un représentant local de l'État, répondant n°255, Fada, 12 décembre 2020.

69 Entretien avec un membre des Koglweogo, répondant n°362, Gayéri, 17 décembre 2020.

70 Entretien avec un chef traditionnel, répondant n°375a, Gayéri, 9 mars 2021. Entretien avec un chef traditionnel, personne interrogée n° 375d, Gayéri, 9 mars 2021.

3.2 Les limites de la gouvernance traditionnelle

Alors que les chefs traditionnels sont généralement considérés comme des acteurs communautaires importants, les données d'entretiens indiquent que le clientélisme généralisé, la politisation et les conflits internes qui en résultent ont érodé leur statut, sapant ainsi le fondement même de leur légitimité. Compte tenu de leur position d'interlocuteurs entre les ONG, l'administration de l'État et les acteurs sécuritaires, on a constaté que les chefs traditionnels instrumentalisent et manipulent leurs homologues à leur propre avantage. Les chefs et les leaders religieux sont accusés de favoriser leurs entourages et leurs paroisses dans la distribution des dons et de l'aide, tout en laissant de côté les plus nécessiteux.⁷¹ Cela se reflète dans les données comparatives de notre rapport de synthèse, qui montrent que les autorités traditionnelles et religieuses de l'Est sont moins perçues comme servant les intérêts de leur communauté que ce n'est le cas dans d'autres régions du Burkina Faso et qu'elles sont également perçues comme plus partiales lorsqu'il s'agit de traiter les différents sous-groupes de la société.

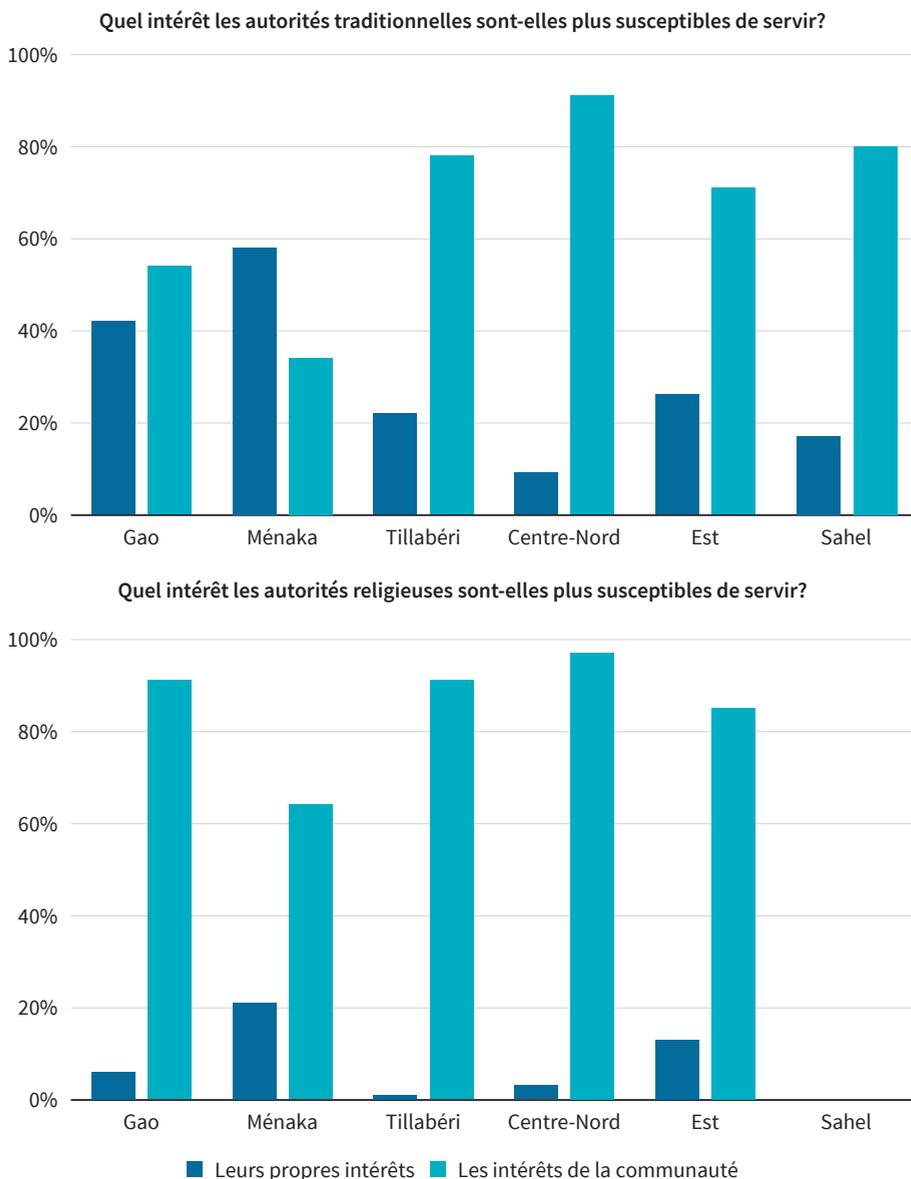
En outre, certains animistes considèrent que les distributions des chefs religieux (chrétiens) sont injustes à leur égard et à celui des musulmans, pensant que les chefs distribuent les ressources parmi leur propre congrégation tout en négligeant ceux qui n'en font pas partie.⁷² Cela correspond également à la conclusion de notre rapport de synthèse selon laquelle les autorités religieuses de l'Est sont davantage perçues comme servant leurs propres intérêts, que ce n'est le cas dans d'autres régions du Burkina Faso et qu'elles sont également plus susceptibles de favoriser certains sous-groupes par rapport à d'autres.⁷³

71 Entretien avec un chef traditionnel, répondant n°372, Gayéri, 17 décembre 2021. Entretien avec un membre de la communauté, répondant n°373, Gayéri, 15 décembre 2020.

72 Entretien avec un représentant local de l'État, répondant n°302, Bogandé, 10 décembre 2020 : « Le principal grief est souvent le fait que parfois, lorsque ces autorités religieuses (prêtres, pasteurs) reçoivent de la nourriture à distribuer, ce sont uniquement les personnes de leurs églises qui en bénéficient, (alors que) les musulmans et les animistes n'en bénéficient pas. »

73 Synthesis report: Molenaar, F. 2021. Customary Characters in Uncustomary Circumstances: Traditional and religious authorities' resilience to violent extremism in Mali, Niger and Burkina Faso. The Hague: Clingendael Institute and ICCT.

Figure 5 Dans quel intérêt les autorités traditionnelles et religieuses sont-elles le plus susceptibles de servir ?



Pourtant, un obstacle encore plus important à la contribution des chefs traditionnels à la résilience des communautés découle de l'augmentation des luttes intestines entre les chefs, tout comme il découle de leur politisation. Dans la région Est, le renversement du régime Compaoré en 2014 a donné un nouvel élan aux contestations de la hiérarchie héréditaire.⁷⁴ En tant que proche allié de Compaoré, le précédent chef de la chefferie de l'Est – Sa Majesté Kupiendiéli le 31e, roi du Gulmu – a été jugé coupable de clientélisme et de corruption par association.⁷⁵ En conséquence, sa capacité à occuper les postes traditionnels de son royaume a été de plus en plus contestée. Suite à des cas précédents au début des années 2000, par exemple, la décision du chef concernant la succession dans la ville de Diabo a été remise en question par la revendication concurrente d'un chef traditionnel autoproclamé.⁷⁶

Ainsi, le soulèvement populaire a « ouvert la compétition pour le pouvoir politique et économique » – mettant à mal le système clientéliste précédent non seulement dans la sphère politique, mais de la même manière au sein de la chefferie.⁷⁷ Depuis la mort du roi en 2019, la chefferie de Fada N'Gourma s'est encore divisée. Deux descendants de la famille de la chefferie ont été intronisés par deux camps rivaux en 2020.⁷⁸ Midierba Thiombiano (« Untamba ») et Tigié Mohamed Thiombiano (« Hampanli »), ancien premier adjoint au maire de Fada N'Gourma, se considèrent chacun comme le roi légitime du Gulmu. Cette contestation et ces luttes intestines des chefferies sont dues en partie dans la politisation des chefs, particulièrement prononcée en période électorale et autour des élections municipales.

Au Burkina Faso, il est interdit aux chefs de se présenter aux élections, de devenir membres d'un parti politique ou de faire campagne pour des politiciens. Cela a fait d'eux de grands électeurs. S'assurer le soutien d'un chef est considéré comme

74 Thurston, A. 2019. [Escalating Conflicts in Burkina Faso](#). Research Paper on Peace and Conflict Studies in West and Central Africa, Dakar: Rosa Luxemburg Stiftung: 24.

75 Absalon, P. 2021, *op. cit.*:33

76 Sur la contestation à Diabo au début des années 2000, voir : LeFaso.net. « Diabo : crise au sein de la Chefferie coutumière », 27 septembre 2004. Thurston A. 2019, *op. cit.* fournit un bref résumé de cette tension. Comme le roi lui-même l'a décrit dans une interview de 2017, ces contestations risquent de saper la cohésion sociale, les factions concurrentes créant « le désordre ou la guerre entre les habitants d'un même village ». leFaso.net. Sa majesté Kupiendieli, 31e roi du Gulmu : « La situation de deux chefs à Diabo est un défi à ma personne », 8 décembre 2017.

77 Rangé, C. et al 2020, *op. cit.*: 13.

78 The family is considered the founder of Nungu, referring to the former name of Fada N'Gourma.

équivalent à s'assurer le soutien de sa communauté.⁷⁹ Pourtant, leur politisation est méprisée par la plupart des membres de la communauté, dans la mesure où beaucoup considèrent que le facteur déterminant des alliances politiques d'un chef est l'incitation financière plutôt que la conviction politique.⁸⁰

Comme l'a souligné une personne interrogée à Fada :

*L'argent influence beaucoup les autorités traditionnelles. C'est celui qui offre le plus d'argent qui retient leur attention. Pendant les campagnes électorales, vous trouverez des autorités traditionnelles affichant ouvertement leur position envers tel ou tel parti politique, ce qui a bien sûr un impact négatif sur leur réputation.*⁸¹

La campagne électorale peut ainsi transformer les chefs traditionnels d'une municipalité donnée en adversaires politiques :

*Lorsqu'un chef part en campagne et rencontre un villageois d'un autre parti politique, ils deviennent des adversaires politiques, il n'y a donc plus de respect et leurs rôles sont faussés.*⁸²

Cette concurrence politique entre les chefs traditionnels s'est progressivement traduite par des questions de succession au sein de la chefferie elle-même.⁸³ Comme au niveau de la cour royale régionale de Fada N'Gourma, les revendications concurrentes de leadership ont proliféré dans les communautés plus petites. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un développement nouveau, la situation a évolué depuis 2019, d'incidents isolés à un phénomène plus répandu qui a été mentionné comme un grief largement partagé dans les cinq municipalités où notre enquête a été déployée. La crise a pris une telle ampleur que les mandats exécutifs du gouvernement interdisent désormais l'installation de nouveaux chefs traditionnels au

79 Hagberg, S. 2018, *op. cit.* Author Phone Interview with Analyst Abdoul Aziz Azeiba, August 3, 2021.

80 Entretien avec un membre de la société civile, répondant n°321, Bogandé, 10 décembre 2020 : « Actuellement, ils sont influencés par les partis politiques à travers leur corruption leur permettant d'acheter leur conscience à des fins électorales. »

81 Entretien avec un membre d'une ONG, répondant n°273, Fada, 12 décembre 2020 : « L'argent peut tout acheter... celui qui offre le plus d'argent, obtient leur soutien. », Voir aussi : Entretien avec un membre de la société civile, Répondant n°369, Gayéri, 17 décembre 2020.

82 Entretien avec un fonctionnaire, répondant n°266, Fada, 14 décembre 2020.

83 Entretien avec un représentant des jeunes, répondant n°349, Kantchari, 16 décembre 2020 : « l'implication des leaders politiques complique la question de la succession ».

niveau du canton et des chefs de village – qui sont traditionnellement nommés par le roi de Gulmu.

La réalité qui se fait jour est celle où les communautés sont représentées par deux chefs concurrents. Les rivalités de chefferie ont tendance à naître de la même lignée royale au sein d'une famille, ou entre la famille royale et une famille contestataire. Ce contexte a apparemment compliqué la coopération avec les chefs, car les personnes interrogées craignent de vexer l'un des deux chefs en se tournant vers l'autre, ce qui diminue la volonté des habitants d'impliquer les élites coutumières dans la résolution des conflits.⁸⁴ A Fada N'Gourma, le conflit de succession a dégénéré en violentes querelles entre les partisans des chefs opposés, entraînant des « rivalités néfastes ».⁸⁵ Du fait des rivalités au sein de la chefferie, les liens des chefs avec les groupes d'autodéfense locaux risquent donc de se répercuter sur les combattants d'autodéfense.⁸⁶ La corrosion interne de la chefferie, tant au niveau régional que local, a donc contribué de manière significative à la détérioration de la cohésion sociale. Comme le montre la section suivante, cela a des conséquences négatives sur la capacité des chefs à renforcer la résilience des communautés face à l'extrémisme violent.

84 Entretien avec un fonctionnaire, défenseur n°290 et défenseur n°295, Diabo, 17 décembre 2020. Entretien avec un fonctionnaire, répondant n°266, Fada, 14 décembre 2020. Entretien avec un membre de la communauté, personne interrogée n°332, Kantchari, 16 décembre 2020.

85 Entretien avec un membre de la communauté, répondant n°275a, Fada, 8 mars 2021.

86 Kinda, A. « [Fada N'Gourma: Affrontements entre partisans des deux chefs traditionnels](#) », Minute.bf, March 19, 2021.

4 Contributions des autorités traditionnelles et religieuses à la résilience contre l'extrémisme violent

4.1 Les mécanismes de sécurité : une relation d'interdépendance

Les chefs traditionnels contribuent en tant qu'intermédiaires aux mécanismes de sécurité existants. Comme les chefs agissent souvent en tant que « canaux de transmission de l'information »⁸⁷, leur fonction en matière de sécurité se résume souvent à un rôle de sensibilisation. Cela fonctionne généralement dans les deux sens : les autorités font régulièrement appel aux chefs pour sensibiliser les populations aux mesures de sécurité, mais les chefs sont également sollicités par les membres de la communauté pour ajuster ces mesures lorsqu'elles rencontrent trop d'opposition.⁸⁸ A Diabo, le mécontentement suscité par un contre un couvre-feu dont les horaires étaient jugés mal adaptés au contexte local a été apaisé suite à l'intervention du chef, qui a amené les autorités à adapter l'heure d'entrée en vigueur de cette mesure.⁸⁹

De même, les chefs font office d'intermédiaires entre la population et les forces de sécurité et de défense. Dans les zones caractérisées par la présence d'OEV, échanger avec les forces de sécurité et de défense, y compris les VDP, est une entreprise très délicate pour les habitants, qui courent le risque d'être perçus comme des « collaborateurs » des forces de l'État et s'exposent alors à des représailles de la part des OEV. Pour les habitants peuls, les obstacles sont particulièrement importants. Principales victimes des atrocités commises par l'État au nom de la lutte contre le terrorisme, la principale menace qui pèse sur eux émane des forces de sécurité, dont les apparitions provoquent une peur généralisée alors que les exécutions sommaires se poursuivent et l'impunité est monnaie courante.⁹⁰ Dans

87 Entretien avec un officier de police, défenseur n°279, Diabo, 16 décembre 2020.

88 Entretien avec un membre de la société civile, n°285, Diabo, 17 décembre 2020. Entretien avec un membre d'un groupe d'autodéfense, n° 272, Fada, 12 décembre 2020.

89 Entretien avec un membre de la communauté, répondant n°300d, Diabo, 9 mars 2021.

90 Entretien avec le chef traditionnel, répondant n°375d, Gayéri, 9 mars 2021.

ce contexte, les chefs peuvent dans certains cas servir d'intermédiaires pour transmettre des messages entre une population inquiète et les forces de sécurité et de défense. Comme l'a expliqué un habitant de Kantchari :

Les autorités religieuses et traditionnelles peuvent aider la communauté à faire face à la violence en collaborant avec les forces de sécurité, car certaines personnes ne donnent pas d'informations aux agents de sécurité de peur d'être exécutées.⁹¹

Pourtant, prises entre les feux croisés des VDP et des OEV, les communautés marginalisées – comme les Peuls – n'ont pas grand-chose à gagner à fournir des informations.

La capacité d'intermédiation des chefs est par ailleurs sapée par le rôle qu'ils jouent dans la création de ces groupes armés non étatiques qui participent aux initiatives de contre-terrorisme de l'État. Les chefs ont longtemps été considérés comme des facilitateurs des forces locales Koglweogo qui prospèrent sur la base de leur légitimité traditionnelle.⁹² À Fada N'Gourma, le chef des Koglweogo de l'est est un descendant de la lignée royale et, par mariage, il est apparenté au maire actuel, ce qui lui confère un poids symbolique et politique. Les chefs apportent un soutien matériel et moral aux membres des groupes d'autodéfense et donnent régulièrement leur bénédiction aux combattants afin d'étendre leur propre légitimité et celle des combattants Koglweogo.⁹³ Les rituels et les sacrifices servent à étendre la protection symbolique et à affaiblir les forces ennemies⁹⁴, ce qui est de nature à remonter le moral des membres des Koglweogo. Comme l'a déclaré l'un d'entre eux, « grâce à ces rituels, nous sommes en mesure d'arrêter des bandits dix fois plus forts que nous »⁹⁵. Si la relation entre les chefs traditionnels et les groupes Koglweogo dépend de la dynamique locale, de la légitimité et de l'ancrage social des chefs et des leaders Koglweogo, l'appui qu'apportent les chefs va au-delà du simple soutien moral. Comme l'explique un leader Koglweogo de Gayéri : « Toutes

91 Entretien avec le chef traditionnel, répondant n°329, Kantchari, 17 décembre 2020.

92 Entretien avec un membre de la société civile, répondant n°369, Gayéri, 17 décembre 2020. Hagberg, S. 2018. "[Performing Tradition while Doing Politics: A comparative study of the dozos and koglweogos self-defense movements in Burkina Faso](#)", African Studies Review, no. 62.

93 Entretien avec un chef traditionnel, personne interrogée n°274, Fada, 9 mars 2021. Entretien avec un chef traditionnel, personne interrogée n° 274, Fada, 9 mars 2021.

94 Entretien avec le chef traditionnel, répondant n°275c, Fada, 8 mars 2021. Entretien avec un membre de la communauté, personne interrogée n°275d, Fada, 8 mars 2021.

95 Entretien avec un représentant des Koglweogo, répondant n°362, Gayéri, 17 décembre 2020.

nos activités sont réalisées grâce à eux [les chefs] – spirituellement, matériellement, économiquement – sans eux, les Koglweogo disparaîtraient. »⁹⁶

Avec la création des VDP en 2020, les chefs se sont adaptés à un contexte sécuritaire en évolution, dans lequel les anciens combattants Koglweogo ont en partie intégré les structures VDP sanctionnées par l'État et de nouveaux volontaires ont été recrutés au niveau municipal. Alors que le recrutement officiel est généralement organisé sous l'égide des comités de développement locaux, les chefs ont contribué au recrutement de nouveaux volontaires. A ce propos, un habitant de Gayéri explique :

Pour le recrutement des volontaires, ils sont passés par les autorités traditionnelles qui les ont aidés à trouver un certain nombre de jeunes qui se sont portés volontaires et qui connaissent mieux la zone.⁹⁷

Si cela garantit le soutien de la communauté aux structures VDP localisées existantes, l'implication des chefs dans le recrutement communautaire consolide et nourrit la stigmatisation des membres de la communauté considérés comme étrangers – ce qui renforce la disposition de ces derniers à trouver des moyens de protection chez les groupes extrémistes.

Ces liens étroits entre les chefs et les acteurs locaux de la sécurité ont également donné lieu à une situation dans laquelle les chefs traditionnels manipuleraient leurs liens avec les acteurs de la sécurité pour servir leurs propres intérêts. Dans le cadre d'une collaboration étroite avec les groupes communautaires Koglweogo, l'intervention d'un chef est rarement remise en question. Comme l'explique le président des Koglweogo de Gayéri, « si le chef de village nous dit de laisser faire quelque chose, nous le faisons immédiatement sans même en discuter »⁹⁸. Ce favoritisme s'étend également aux interactions avec les postes de police locaux. Comme l'a souligné un policier de Bogandé, les chefs ont tendance à être plus fréquemment impliqués dans la « résolution des affaires » de leurs proches en intervenant dans les enquêtes en cours, par exemple en demandant aux forces de sécurité de classer les affaires.⁹⁹

96 Entretien avec le représentant des Koglweogo, répondant n°362, Gayéri, 17 décembre 2020.

97 Entretien avec un membre de la communauté, répondant n°375b, Gayéri, 8 mars 2021.

98 Entretien avec le représentant des Koglweogo, répondant n°362, Gayéri, 17 décembre 2020.

99 Entretien avec un membre des forces de sécurité, Répondant n°308, Bogandé, 9 décembre 2020.

4.2 Résolution traditionnelle des conflits : Réconciliation par les rituels et les ancêtres

La résolution des conflits dans les cinq municipalités de la région Est couvertes par cette étude est gérée par plusieurs acteurs, qui vont des acteurs non étatiques aux fonctionnaires de l'État, en passant par les institutions judiciaires et les acteurs sécuritaires. Leur implication dépend de la nature et de la gravité des désaccords à résoudre. Les problèmes mineurs tels que les disputes conjugales – et d'autres qui peuvent être résolus sur la base de principes religieux – sont souvent abordés devant un chef religieux tel qu'un prêtre ou un imam. D'autres cas, tels que les enlèvements de filles et le banditisme, qui sont fréquemment signalés, sont soumis aux autorités sociales ou aux acteurs de la sécurité tels que les forces de police et les membres des Koglweogo.¹⁰⁰ Les agents de l'État sont également impliqués dans les conflits concernant les zones de pâturage. La source de conflit la plus fréquemment citée, qui concerne l'accès et l'exploitation des terres, est généralement transmise aux chefs traditionnels.¹⁰¹ Aussi bien les chefs traditionnels que les acteurs sécuritaires ont souligné la complémentarité de leur travail.¹⁰² Si les membres des Koglweogo peuvent être sollicités pour des conflits de moindre importance, ils s'adressent ensuite aux chefs traditionnels. Et inversement, les chefs peuvent faire appel aux Koglweogo dans le cas où ils ont besoin d'un pouvoir d'exécution.

La résolution des conflits par les autorités traditionnelles met l'accent sur la réconciliation plutôt que sur la justice, qui est généralement considérée comme préjudiciable aux relations sociales. Un chef traditionnel vise à réparer les relations entre les parties concernées en mettant l'accent sur le pardon, alors qu'une fois qu'un conflit est soumis à l'administration locale ou aux autorités judiciaires,

100 Entretien avec un chef traditionnel, Répondant n°325c, Bogandé, 8 mars 2021. Entretien avec un membre de la communauté, répondant n°275d, Fada, 8 mars 2021. Entretien avec un fonctionnaire, répondant n°355, Gayéri, 17 décembre 2020.

101 Entretien avec un membre de la société civile, répondant n°369, Gayéri, 17 décembre 2020.

102 Selon les données de notre enquête, 26 % des personnes interrogées s'adressent aux acteurs de la sécurité (y compris les forces de sécurité de l'État, comme la police, et les groupes armés non étatiques, comme les Koglweogo), tandis que 25 % contactent les chefs coutumiers. Voir aussi : Absalon, P. 2021, op. cit.:62

les relations des parties en conflit sont considérées comme irréparables.¹⁰³ Dans ce processus, les chefs utilisent régulièrement leur maîtrise des rituels et des esprits ancestraux pour faire pression sur les parties en conflit afin qu'elles abandonnent leurs positions antagoniques. En outre, les chefs peuvent faire appel à d'autres figures d'autorité et aux personnes les plus proches des protagonistes du conflit pour accroître leur influence sur ces derniers, ce qui peut inclure non seulement les membres de la famille mais aussi les chefs religieux de leurs confessions respectives.¹⁰⁴ Dans le cas litiges soit entre agriculteurs, soit entre agriculteurs et éleveurs – qui sont les types de conflit communautaire les plus courant entre groupes d'exploitants des terres – la méthode traditionnelle de résolution consiste souvent à user de l'un des deux mécanismes suivants : le pardon ou le partage égal de la terre.

Encadré 3 Exemples de rituels utilisés dans la résolution des conflits

Les chefs demanderont aux deux parties de jurer sur leurs ancêtres et les menaceront d'être maudits en cas de manquement à leur promesse. Les chefs peuvent également implorer les parties adverses de consommer une boisson qui permettra de détecter le coupable parmi elles. La menace seule suffirait régulièrement à contraindre les parties à accepter la solution prescrite par le chef. Comme l'explique le chef de Gayéri :

Pour trancher au sujet des litiges, ce n'est pas seulement moi qui décide, mais aussi nos ancêtres. Par exemple, si je reçois deux protagonistes sur une question foncière dans ma case royale, il y a un poteau en bois implanté au milieu de cette affaire. Chaque personne a l'obligation de jurer sur ses ancêtres de dire la vérité et rien que la vérité en posant sa main droite sur le bois et en disant ces mots : « Si je ne suis pas innocent dans cette affaire, que les ancêtres de ce village me punissent ». Souvent, ce procédé effraie certaines personnes et les pousse à abandonner l'affaire, [et] les coupables indociles sont punis par les ancêtres.

103 Entretien avec un membre des Koglweogo, répondant n°362, Gayéri, 17 décembre 2020 : « Maintenant, quand ces personnes quittent la maison du maire et du roi du village sans parvenir à un accord, elles vont à la gendarmerie ou au commissariat, mais là, elles trouveront une solution au problème, le problème est que ces protagonistes ne vivront plus jamais ensemble, il y aura toujours des histoires de vengeance. » Entretien avec un membre de la communauté, répondant n°323, Bogandé, 10 décembre 2020.

104 Entretien avec un chef traditionnel, répondant n°356, Gayéri, 17 décembre 2020.

En effet, l'allocation et la gestion de l'exploitation des terres constituent l'une des principales sources de conflit entre les habitants, avec des litiges réguliers entre ceux qui sont habituellement considérés comme des propriétaires fonciers et ceux qui sont des exploitants des terres. Le manque de terres arables ainsi que l'érosion de la sécurité foncière, sont mentionnées dans nos EIC comme certaines des principales causes de conflit, entraînant des revendications concurrentes de propriété foncière et une marginalisation croissante des exploitants des terres, qui continuent d'être considérés comme des « étrangers ».¹⁰⁵ Le changement climatique, la croissance démographique et l'augmentation des capacités de culture ont accru la concurrence pour les terres arables entre les membres des communautés, les administrations municipales et leurs habitants, les membres des communautés et les nouveaux arrivants déplacés, ainsi qu'entre les membres des communautés et leurs chefs.¹⁰⁶

En conséquence, les habitants des municipalités sélectionnées s'opposent de plus en plus à l'attribution de terres pour la construction de bâtiments publics tels que des écoles, ainsi qu'aux nouveaux arrivants suite à une crise de déplacement interne – ce qui conduit à des revendications foncières rivales.¹⁰⁷ Comme l'a souligné un chef traditionnel de Gayéri :

*Avec cette situation sécuritaire difficile [...] lorsque les gens arrivent en compagnie de leurs familles, ils demandent des terres à cultiver, et on les leur donne. Quelque temps plus tard, d'autres viennent dire que cette terre leur appartient ou appartenait à leurs grands-parents et que d'autres personnes ne peuvent donc pas la cultiver.*¹⁰⁸

105 Se référant aux parties de la société considérées comme natives de la zone et à celles qui se sont installées au cours des dernières décennies. Dans tous les entretiens, les habitants peuls (semi-) nomades sont toujours désignés comme des « étrangers », par opposition aux ethnies Gourmantché et Mossi « indigènes » et largement sédentaires, ce qui conduit à l'ethnocentrisme et à la discrimination ethnique. Voir, par exemple, l'entretien avec un membre de la communauté, Répondant n°300d, Diabo, 9 mars 2021 : « Les principaux sujets de désaccord entre les différents groupes présents dans notre commune, les conflits des parcelles de la commune entre les autochtones et les étrangers, il y a aussi les problèmes d'ethnocentrisme ou de discrimination ethnique entre les autochtones et les étrangers, ces conflits qui sont fréquents dans cette commune. »

106 La pénurie de terres communales est d'autant plus forte que les terres arables de la région orientale sont devenues un investissement rentable pour l'élite nationale. Dans leur fonction de témoins des ventes de terres, les chefs sont accusés de profiter financièrement d'une dynamique qui désinvestit progressivement les communautés de leurs propres terres. Entretien téléphonique avec Mahamoudou Savodogo, 30 juillet 2021.

107 Entretien avec le chef traditionnel, répondant n°329, Kantchari, 17 décembre 2020.

108 Entretien avec le chef traditionnel, répondant n°375c, Gayéri, 9 mars 2021.

L'absence d'enregistrement officiel des terres et de titres fonciers entraîne un manque de clarté quant à la propriété foncière, les membres de la communauté se voyant d'abord attribuer des terres qui, sujettes à des revendications concurrentes, peuvent ensuite leur être retirées.¹⁰⁹ Comme l'attribution des terres relève de la prérogative du chef, cette dynamique oppose de plus en plus les chefs aux membres de la communauté.¹¹⁰

Les exemples dans lesquels des conflits fonciers individuels ont entraîné une mobilisation plus large abondent. Dans les environs de Bogandé, par exemple, l'intrusion d'un éleveur peul dans le champ d'un agriculteur a conduit à une violente confrontation au cours de laquelle six personnes ont été tuées, les agriculteurs ayant riposté dans un acte de punition collective contre tous les Peuls de la communauté.¹¹¹ De nombreuses personnes interrogées ont évoqué la spirale des conflits interethniques, dans un contexte où les Peuls sont stigmatisés en tant qu'extrémistes. À Gayéri, une personne interrogée explique : « Ici, à Gayéri, nous avons des bergers peuls et des agriculteurs Gourmantchés, il y a donc inévitablement des conflits. »¹¹² La stigmatisation et les accusations à l'encontre des membres de la communauté peul sont en fait très répandues, y compris parmi les leaders communautaires. Un imam considère que les Peuls sont « beaucoup plus susceptibles d'être à l'origine du phénomène actuel », même s'il admet que des conflits fonciers apparaissent aussi régulièrement entre Mossi et Gourmantché.¹¹³ Un chef traditionnel a également opposé les Gourmantché pacifiques aux Peuls en déclarant : « L'ethnie avec laquelle il m'est difficile de traiter est celle des Peuls. Ils sont violents par nature, donc négocier avec eux n'est pas du tout facile. »¹¹⁴

Alors que de nombreuses autorités ont décrit le sujet des conflits fonciers comme tournant autour de doléances bien connues, un aspect qui a changé au cours des trois dernières années est le niveau de violence associé aux conflits fonciers, qui dépasse désormais régulièrement les compétences des chefs. La capacité de résolution traditionnelle des conflits est limitée, car les chefs n'ont pas de pouvoir d'exécution. Dans un exemple proche de Gayéri, les chefs traditionnels ont été appelés à soutenir une intervention des autorités administratives dans un cas de conflit foncier entre éleveurs peuls et agriculteurs non peuls. Face à la résolution

109 Entretien avec un membre de la communauté, répondant n°375, Gayéri, 8 mars 2021.

110 Interview with a member of a youth association, Respondent n°360, Gayéri, 19 December 2020.

111 Entretien avec un chef religieux, répondant n°301, Bogandé, 10 décembre 2020.

112 Entretien avec un membre des forces de sécurité, répondant n°359, Gayéri, 16 décembre 2020.

113 Entretien avec un chef religieux, répondant n°370, Gayéri, 17 décembre 2020.

114 Entretien avec un chef traditionnel, répondant n°356, Gayéri, 17 décembre 2020.

des agriculteurs de « chasser tous les Peuls du village par vengeance », l'intervention des chefs traditionnels a consisté à plaider l'indulgence, « leur demandant de se pardonner mutuellement et d'accepter la réconciliation »¹¹⁵. Lorsque les conflits fonciers deviennent violents, comme c'est souvent le cas, les chefs s'en remettent aux acteurs sécuritaires étatiques et non étatiques pour intervenir, ce qui renforce encore le cycle de la surenchère (violente).

Cela montre à quel point les mécanismes de résolution des conflits existants dans la région de l'Est sont mal adaptés dans un contexte de prolifération des conflits liés aux terres. Les interventions des chefs pour servir de médiateurs entre les membres de la communauté considérés comme « autochtones » (Gourmantché) et ceux considérés comme « étrangers » (Peuls mais aussi Mossi) sont nécessairement limitées, puisque les chefs font eux-mêmes partie des habitants considérés comme autochtones de la région. Leurs mesures, qui se limitent en grande partie à des apaisements et à des appels à la paix, sonnent donc creux, d'autant plus que les chefs eux-mêmes peuvent, dans certains cas, être eux-mêmes influencés par les préjugés sur les Peuls qui ont alimenté l'orientation de plus en plus ethnique du contre-terrorisme au Burkina Faso.

Les contraintes qui pèsent sur les positions des chefs sont encore exacerbées par les querelles intestines entre chefs traditionnels, qui ont diminué la volonté des membres de la communauté d'impliquer les chefs traditionnels dans la résolution des conflits.¹¹⁶ L'érosion en interne de la chefferie, tant au niveau régional que local, a ainsi contribué de manière significative à la détérioration de la cohésion sociale. On considère que les chefs « abandonnent leur rôle de garants de la paix », « suscitent la haine entre les membres de la communauté » et « divisent les familles ».¹¹⁷ Les données de notre enquête montrent que seulement 25 % de la population se tourne vers les chefs traditionnels pour résoudre les conflits à l'intérieur du village.¹¹⁸ En effet, si de nombreuses personnes interrogées continuent

115 Entretien avec le représentant local de l'État, répondant n° 357, Gayéri, 16 décembre 2020.

116 Entretien avec un membre de la communauté, répondant n°300b, Diabo, 9 mars 2021. Entretien avec un fonctionnaire, répondant n°295, Diabo, 17 décembre 2020. Entretien avec un membre des forces de sécurité, personne interrogée n°308, Bogandé, 9 décembre 2021.

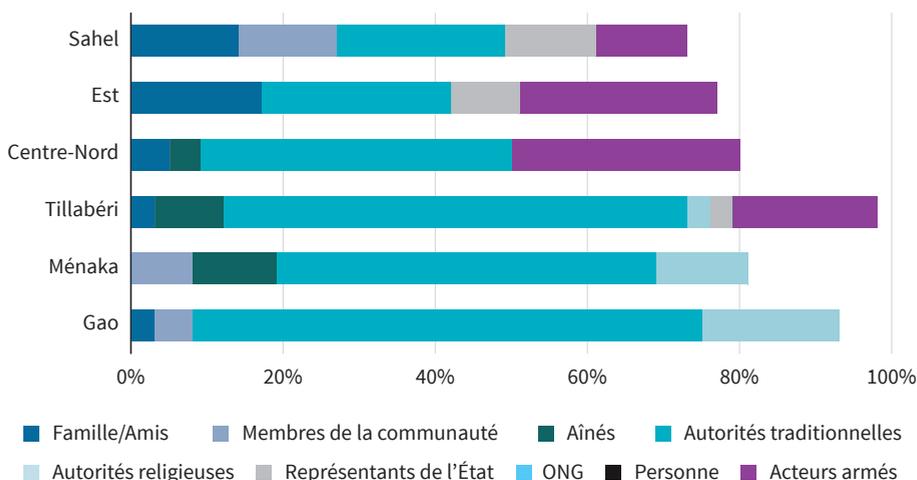
117 Entretien avec un fonctionnaire, répondant n°266, Fada, 14 décembre 2020. Entretien avec un membre de la communauté, personne interrogée n°291, Diabo, 16 décembre 2020. Entretien avec un membre de la communauté, personne interrogée n°332, Kantchari, 16 décembre 2020.

118 Parallèlement, 26 % des personnes interrogées dans la région se tourneraient vers les autorités religieuses, un résultat unique à la région Est.

de se tourner vers les acteurs communautaires en cas de conflit, un sentiment de futilité est largement répandu. Comme le souligne un habitant :

*Force est de constater que les populations ne sont pas satisfaites de la gestion des conflits [...]. Nous n'avons pas encore vu un seul cas de conflit résolu par l'autorité administrative. Et les gens ne sont pas du tout contents.*¹¹⁹

Figure 6 Acteurs communautaires contactés pour la résolution de conflits au sein de la communauté (par région)



En conséquence, un membre de la famille royale de Gayéri note : « Nous avons souvent constaté que les gens refusent de plus en plus de se pardonner lorsque le roi règle les conflits »¹²⁰. Un ministre de la cour royale de Fada a également souligné que, malgré les mesures prises pour régler les conflits,

*Étant donné que nous ne sommes pas écoutés et que nous ne pensons pas que le système [l'État] ne considère pas que d'autres constituent des parties prenantes dans la situation, nous avons tenté des approches et des propositions qui sont restées vaines.*¹²¹

119 Entretien avec un représentant des jeunes, répondant n°271, Fada, 12 décembre 2020.

120 Entretien avec le chef traditionnel, répondant n°371, Gayéri, 19 décembre 2020.

121 Entretien avec le chef traditionnel, répondant n°270, Fada, 12 décembre 2020.

Lorsque les participants au conflit ne sont pas satisfaits d'une décision traditionnelle, ils peuvent choisir d'adresser leurs doléances à une autorité mieux équipée, comme les autorités judiciaires ou la police.¹²²

Dans les parties nord de la région, les administrations municipales ont répondu à l'augmentation de la violence liée aux terres par la mise en place de comités de résolution des conflits dans chaque village. Ces comités réunissent tous les acteurs concernés autour d'une table.¹²³ À Gayéri, ces comités se concentrent particulièrement sur les conflits fonciers en créant des « comités villageois de réconciliation foncière ». Bien que ces comités soient composés de tous les acteurs de la gouvernance, y compris les fonctionnaires et les dirigeants élus, l'implication des chefs traditionnels dans la crise actuelle a particulièrement augmenté dans les zones rurales.¹²⁴

4.3 Prévenir le recrutement et améliorer la cohésion sociale

La pertinence de la sensibilisation à la menace de l'extrémisme violent, ainsi que la nécessité d'améliorer la cohésion sociale, ont été soulignées dans presque tous les EIC. Les efforts tendent à se concentrer sur la diffusion de messages de paix dans les sermons et autres formes d'allocution, ainsi que sur les stations de radio locales. En plus des messages publics, les chefs de certaines localités ont également fait des efforts pour étendre leur influence sur les jeunes. Dans le cas de Gayéri, par exemple, les chefs ont créé une association pour les jeunes.¹²⁵ Comparés à ceux des autres régions concernées par cette étude, les répondants de la région Est (et du Sahel) expriment les plus hauts niveaux de confiance dans l'efficacité et la capacité de leurs autorités traditionnelles et religieuses à prévenir le recrutement dans la communauté par les OEV.

Aussi bien les chefs religieux chrétiens que musulmans ont souligné à plusieurs reprises que la religion n'était pas la base de la mobilisation et des activités extrémistes.¹²⁶ Ils ont plutôt mis en avant les inégalités socio-économiques et la

122 Entretien avec le chef traditionnel, répondant n°371, Gayéri, 19 décembre 2020.

123 Entretien avec un membre des forces de sécurité, répondant n°308, Bogandé, 9 mars 2021.

124 Entretien avec un membre de la société civile, répondant n°369, Gayéri, 17 décembre 2020. Entretien avec un représentant d'une ONG, répondant n°368, Gayéri, 16 décembre 2020. Entretien avec un représentant des jeunes, répondant n° 360, Gayéri, 19 décembre 2020.

125 Entretien avec le chef traditionnel, répondant n°371, Gayéri, 19 décembre 2020.

126 Entretien avec le chef traditionnel, répondant n°370, Gayéri, 17 décembre 2020. Entretien avec le chef traditionnel, répondant n°340, Kantchari, 16 décembre 2020.

pauvreté généralisée comme facteurs de recrutement des extrémistes violents. Par conséquent, leur message moral, à lui seul, demeure un outil insuffisant pour prévenir la radicalisation vers l'extrémisme violent. Un chef religieux déclaré :

Vous savez que le monde actuel est un monde d'argent. Si le chef traditionnel convoque les gens une ou deux fois pour parler de la vie en commun, si la troisième fois ils viennent et qu'il ne leur donne rien, je ne pense pas que la quatrième fois quelqu'un reviendra.¹²⁷

La déclaration d'un chef traditionnel de Fada N'Gourma est représentative d'un sentiment partagé par d'autres interlocuteurs :

Nous n'avons pas les outils nécessaires pour empêcher les membres de cette communauté de rejoindre les groupes armés. Nous ne le pouvons pas. C'est à l'Etat de créer les conditions pour que chacun puisse être autonome avec les ressources dont nous disposons.¹²⁸

Comme cela a été discuté dans le rapport de synthèse, la recherche sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent montre toutefois que ce n'est pas le chômage en soi qui entraîne la radicalisation et le recrutement, mais plutôt une combinaison de facteurs qui compte, y compris le sentiment d'être reconnu comme membre de sa communauté et d'y contribuer. La contribution des chefs à la cohésion sociale est donc en partie entravée par le fait que les processus décisionnels traditionnels sont perçus comme excluant certains groupes. Comme l'a souligné une personne interrogée à Fada N'Gourma :

L'un des principaux griefs de la population locale envers les autorités traditionnelles est le manque de communication sincère entre ces autorités et la population locale. Parfois, la population ne se sent pas impliquée dans certaines décisions prises par ces autorités.¹²⁹

127 Entretien avec un chef religieux, répondant n°372, Gayéri, 17 décembre 2020.

128 Entretien avec un chef traditionnel, répondant n°270, Fada, 12 décembre 2020.

129 Entretien avec un fonctionnaire, répondant n°275b, Fada, 8 mars 2021. Voir aussi : Entretien avec un membre de la communauté, Répondant n°327, Kantchari, 16 décembre 2020 : « Il y a souvent un problème de dialogue entre la population locale et les autorités traditionnelles (...). Ces autorités veulent souvent imposer leur décision, mais cela ne fonctionne pas forcément car la population locale d'aujourd'hui n'est pas la même que celle d'hier. »

Comme ailleurs au Sahel, l'inaccessibilité aux chefs est surtout ressentie par les femmes – un fait qui nuit gravement à la résilience générale de la communauté (comme le montre le rapport de synthèse). Compte tenu du rôle subordonné des femmes dans un contexte patriarcal où leur action reste confinée à la sphère privée, les femmes ne sont pas en mesure de s'entretenir directement avec les chefs traditionnels, ni même de partager leurs expériences et leurs perceptions. Les femmes membres de la communauté dépendent d'interlocuteurs masculins pour transmettre leur message à un chef, et leur accès à certaines parties de la chefferie peut même être restreint.¹³⁰ Les seules femmes exemptées sont généralement l'entourage féminin du chef, composé de sa femme et de ses sœurs.¹³¹ Par conséquent, les chefs n'ont pas accès aux points de vue et aux informations des femmes, ce qui est particulièrement crucial dans le contexte du recrutement des OEV.¹³²

Lors des entretiens, l'exclusion des femmes et leur manque d'interaction directe avec les leaders traditionnels ont été imputés moins à la lignée royale elle-même qu'aux stéréotypes de genre dominants dans la société burkinabé dans l'est du pays. Comme l'explique l'un des hommes interrogés : « *Depuis des temps immémoriaux, les femmes sont considérées comme inférieures aux hommes, surtout dans nos localités.* »¹³³ Il s'agit d'une conception sociale qui présente les hommes comme disposant de l'autorité et les femmes comme soumises – surtout lorsque des postes de leadership sont en jeu.¹³⁴ Dans ce contexte, les femmes sont « *toujours reléguées au second plan, elles sont considérées comme inférieures* »¹³⁵. Les femmes sont donc également perçues comme les membres de la communauté les plus facilement influençables par les chefs.¹³⁶ Comme l'explique un habitant de Kantchari : « *Les femmes sont soumises et cela fait que les influencer semble plus facile que de le faire pour les hommes car ces derniers ont la capacité de s'exprimer, ce que les femmes n'osent pas faire.* »¹³⁷

130 Entretien avec un membre de la communauté, répondant n°292, Diabo, 16 décembre 2020.

Entretien avec une représentante des femmes, personne interrogée n°332, Kantchari, 16 décembre 2020. Entretien avec un fonctionnaire, répondant n°275b, Fada, 8 mars 2021.

131 Entretien avec le représentant local de l'État, répondant n°266, Fada, 14 décembre 2020.

132 Raineri, L. 2020. [Dogmatism or Pragmatism? Violent extremism and gender in the central Sahel](#). London: International Alert.

133 Entretien avec un membre de la communauté, répondant n°275, Fada, 9 mars 2021.

134 Entretien avec un représentant d'une ONG, répondant n°273, Fada, 12 mars 2021.

135 Entretien avec une représentante des femmes, Répondant n°332, Kantchari, 16 décembre 2020.

136 Entretien avec un fonctionnaire, répondant n°275b, Fada, 8 mars 2021. Entretien avec un membre de la communauté, personne interrogée n°275d, Fada, 8 mars 2021.

137 Entretien avec un membre de la communauté, répondant n°327, Kantchari, 16 décembre 2020.

Si les leaders communautaires ont fait état de plusieurs tentatives pour améliorer la cohésion sociale, allant de compétitions de football interreligieuses à des émissions de radio de sensibilisation, l'exemple le plus notable semble concerner le renforcement de la coopération et de la coordination entre les chefs traditionnels eux-mêmes.¹³⁸ Par exemple, la création d'une association pour les chefs et les leaders religieux à Gayéri est une initiative de promotion de la cohésion se démarque et que nos répondants considèrent comme l'un des développements les plus bénéfiques de ces derniers temps. Composée de 21 chefs religieux et traditionnels, l'association se définit comme apolitique et interconfessionnelle et est considérée comme un effort majeur pour améliorer les relations entre les chefs traditionnels et religieux et, par conséquent, la cohésion sociale dans la communauté.¹³⁹ Il s'agit d'une initiative cruciale pour la résilience, car le rapport de synthèse de cette étude montre que les mesures de sécurité prises par les chefs communaux qui se coordonnent avec d'autres lorsqu'ils font aux défis de la sécurité sont considérées comme plus efficaces que celles prises par les chefs communaux qui n'ont pas investi dans une meilleure coordination.

138 Entretien avec un chef religieux, répondant n°358, Gayéri, 16 décembre 2020. Entretien avec un chef religieux, répondant n°350 Kantchari, 17 décembre 2020. Entretien avec un membre de la communauté, répondant n°373, Gayéri, 15 décembre 2020. Entretien avec un chef religieux, répondant n°325, Bogandé, 9 décembre 2020.

139 Entretien avec des chefs religieux, répondants n°374, n°366, n°367, n°358, Gayéri, décembre 2020.

5 Implications pour la programmation

Dans la région Est, l'ancien socle de pouvoir des élites politiques s'est considérablement désintégrée en raison de l'érosion de la hiérarchie de la chefferie régionale, qui découle de la concurrence interne et de la détérioration rapide de la sécurité. Si les chefs sont régulièrement consultés et continuent de représenter l'autorité morale, l'exemple de la chefferie de l'Est montre à quel point leurs luttes intestines ont porté préjudice à leur rôle dans la résolution des conflits et à leur statut en tant que partenaires des forces de sécurité (non étatiques) et de l'administration locale.

L'intervention des chefs dans les conflits communautaires est encore plus limitée, car ils font partie d'une hiérarchie sociale centrée sur la propriété foncière. En tant que membres de la lignée royale Gulmu, les chefs Gourmantché (pour la plupart) exercent une grande influence et une autorité sur les membres de la communauté qui ne sont pas considérés comme des autochtones – en particulier les Peuls et les communautés Mossi. Sur fond de dépendance à l'égard des acteurs locaux de la sécurité, les élites coutumières ont fait leur apparition dans le récit dominant de la stigmatisation et de la marginalisation des Peuls, ce qui a eu pour effet de saper leur capacité à agir en tant qu'arbitres efficaces dans les conflits fonciers impliquant des propriétaires et des exploitants considérés comme indigènes. Bien que cette distinction échappe aux classifications ethniques simplistes, il est intéressant de noter que les chefs interrogés ont désigné les membres de la communauté peul comme étant plus violents et à l'origine de la crise sécuritaire actuelle. Ils renforcent ainsi le récit dominant au Burkina Faso, qui a pour effet de rendre les Peuls davantage vulnérables dans le cadre des efforts actuels de lutte contre le terrorisme.

Cette analyse relève que les chefs doivent être considérés comme un facteur crucial dans toute tentative de stabiliser la région Est et d'œuvrer pour le renforcement de la résilience contre l'extrémisme violent. Comme ailleurs dans le Sahel, le succès des OEV dans la mobilisation des habitants contre les élites repose sur un déséquilibre de pouvoir profondément ancré qui, pendant trop longtemps, n'a fonctionné que pour ceux qui sont considérés comme « autochtones ». Le défi pour les organisations intervenantes consiste à trouver des moyens permettant de soutenir la stabilisation dans une situation où les mécanismes endogènes de

résolution des conflits se sont érodés tandis que les acteurs externes sont largement considérés comme peu fiables.

Nous proposons quatre recommandations clés :

- **Donner la priorité à l'analyse de l'économie politique au niveau local :** L'érosion de la hiérarchie régionale des chefferies signifie que l'est du Burkina Faso est caractérisé par des dynamiques très localisées, dans lesquelles la légitimité et l'influence des chefs dépendent de leur positionnement auprès des prestataires de sécurité locaux tels que les Koglweogo et les VDP, de leurs liens avec les autorités étatiques, et de la contestation éventuelle de leur position. Les efforts visant à soutenir la cohésion sociale et à renforcer la résilience contre l'extrémisme violent doivent donc s'appuyer sur des exercices de cartographie de tous les acteurs pertinents et légitimes de la gouvernance – en se focalisant sur ceux qui contrôlent les ressources naturelles. Un soutien général aux chefs coutumiers dans le but de renforcer la résilience contre l'extrémisme violent risque de renforcer les doléances existantes et doit donc être évité.
- **Garder à l'esprit la distinction « étranger »/ « autochtone » :** Une caractéristique essentielle de l'Est du Burkina Faso est la stratification sociale entre ceux qui sont considérés comme des « autochtones » et ceux qui sont considérés comme des « étrangers ». Même après des décennies de colonisation, ceux considérés comme non-autochtones continuent à ne jouir que de droits subordonnés sur les terres et les ressources naturelles qui constituent la base des moyens de subsistance dans une région qui dépend largement de l'agriculture et du pastoralisme. Alors que la population de la région Est est multiethnique, ces distinctions entre « locaux » et « étrangers » restent des éléments centraux du cadre réglementaire dominant. Les organisations intervenantes doivent être attentives à cette dynamique, car tout acteur externe dans la région Est, est considéré comme « étranger », et s'associer à des acteurs externes peut à son tour affecter la confiance des communautés dans les interlocuteurs clés. À cet égard, le soutien aux chefs traditionnels dans la construction de la cohésion sociale doit être entièrement axé sur le processus, tout en veillant à ce que tout soutien externe ne déconnecte pas davantage les chefs de leurs bases de soutien communautaires. Parmi les exemples spécifiques, on peut citer la reproduction de la Journée de dialogue intercommunal telle qu'elle est organisée par les autorités à Fada N'Gourma et la mise en place d'un cadre mensuel de consultation au niveau municipal visant à réunir les chefs, les leaders religieux, les forces de sécurité et de défense ainsi que l'administration, pour garantir un échange ouvert de connaissances.

- **S'attaquer à la politisation et aux luttes intestines** : Afin de garantir la crédibilité aux yeux de la population au sein de leur juridiction, il faut trouver les moyens d'écartier les chefs de la politique. Les candidats sortants s'appuient sur le pouvoir de mobilisation des chefs, ce qui limite la confiance et le respect des chefs traditionnels parmi ceux qui votent pour l'opposition. Comme l'illustre bien l'exemple de la région Est, cette politisation des chefs s'est traduite par des rivalités au sein même de la hiérarchie coutumière, ce qui a affaibli davantage la cohésion sociale. L'amélioration de la contribution des chefs à la cohésion sociale devrait donc être soutenue par la réglementation du statut et des responsabilités des chefs traditionnels – comme c'est le cas par exemple au Niger voisin. Un statut officiel permettrait une réglementation légale de leur position et devrait inclure l'interdiction de se présenter à des fonctions publiques ou d'adhérer à des partis politiques, ainsi que des critères spécifiques clairs pour les questions de succession.¹⁴⁰ Néanmoins, la réglementation seule ne constitue pas une panacée. En fait, elle peut également renforcer la concurrence inter-élite, car les chefferies institutionnalisées peuvent créer des dysfonctionnements institutionnels. Toute programmation doit donc se concentrer avant tout sur les liens existants entre l'arène politique nationale et les structures de gouvernance locales – y compris les autorités coutumières.
- **Inclure les chefs traditionnels dans les efforts visant à prévenir la violence ethnique par les groupes d'autodéfense** : Les autorités traditionnelles de l'Est sont des interlocuteurs cruciaux pour les groupes d'auto-défense localisés. Tout effort visant à contrer l'approche dominante de la lutte contre le terrorisme doit tenir compte de l'influence des autorités traditionnelles sur les groupes Koglweogo et les VDP. Ces efforts sont urgents, car nous assistons actuellement à une augmentation de la stigmatisation et des abus à l'encontre des Peuls dans cette région. Des efforts doivent être déployés pour mettre en exergue les raisons pour lesquelles les chefs traditionnels doivent s'opposer aux violations des droits humains perpétrées par les groupes d'autodéfense. Le défi consiste à faire comprendre l'urgence de la situation aux chefs qui, jusqu'à présent, ont profité des groupes d'autodéfense actuels car ils renforcent le respect de la hiérarchie.

140 Studio Yafa, « Burkina : 'Les querelles de succession dans les chefferies sont normales' », May 22, 2020.